



Janvier 2025



Prospectives territoriales au Burkina Faso, Mali et Sénégal

Imaginer les futurs et la place de l'agroécologie dans les territoires pour penser les transitions dans le présent

SYNTHÈSE RÉALISÉE PAR MARINE RUEFF ET JEAN-MICHEL SOURISSEAU
À PARTIR DES RAPPORTS DE LA COMPOSANTE 3 DE FAIR SAHEL ET DU RAPPORT DE NIAYES 2040



Le présent document a été élaboré avec l'aide financière de l'Union européenne et de l'Agence Française de Développement. Son contenu relève de la responsabilité exclusive du projet FAIR Sahel et ne saurait en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union Européenne ou de l'Agence Française de Développement.



Sommaire

INTRODUCTION - POURQUOI MOBILISER LA PROSPECTIVE TERRITORIALE DANS UN PROJET D'ACCOMPAGNEMENT DE L'AGROÉCOLOGIE ?	6
1. DES TERRITOIRES D'ÉTUDE DIVERS MAIS PARTAGEANT DES DÉFIS POUR LEUR TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE	8
1.1. <i>La province du Tuy au Burkina Faso, structurée par l'agriculture et la mine</i>	9
1.2. <i>Baguinéda, une commune péri-urbaine de Bamako au Mali</i>	9
1.3. <i>Le département de Fatick au Sénégal, au cœur du bassin arachidier.....</i>	10
1.4. <i>Les départements de Tambacounda et Goudiry au Sénégal, dans l'ancien bassin cotonnier.....</i>	11
1.5. <i>Les Niayes au Sénégal, zone de production maraîchère face à la pression sur le foncier</i>	12
2. LES GRANDES ÉTAPES DE LA PROSPECTIVE TERRITORIALE.....	13
2.1. <i>Préparation des ateliers</i>	14
2.2. <i>Étape 1 : Introduction, premier aller et retour entre le futur et le passé</i>	14
2.3. <i>Étape 2 : Identification des facteurs de changement.....</i>	14
2.4. <i>Étape 3 : Identification des forces motrices.....</i>	14
2.5. <i>Étape 4 et 5 : Définition des états du futur et des incompatibilités.....</i>	15
2.6. <i>Étape 6 : Construction des trames des scénarios et production des synopsis.....</i>	15
2.7. <i>Étape 7 : Développement des narratifs.....</i>	15
2.8. <i>Les principes de l'intégration de l'AE et de la reconnexion au présent.....</i>	15
3. DU PASSÉ AUX FUTURS DES TERRITOIRES : QUELLES FORCES DE CHANGEMENT ? QUELLES TRAJECTOIRES ?	18
3.1. <i>Quels espoirs ? Quelles craintes pour le futur des territoires ?</i>	19
3.2. <i>Quels évènements ont transformé les territoires dans le passé ?.....</i>	19
3.3. <i>Quels sont les facteurs expliquant les dynamiques territoriales ?.....</i>	20
3.4. <i>Quelles forces motrices parmi les facteurs de changement ?</i>	21
3.5. <i>Quels états des forces motrices dans le futur ?.....</i>	23
3.6. <i>Quels scénarios d'évolution des territoires ?</i>	24
4. QUELS FUTURS AVEC QUELLES AGROÉCOLOGIES POUR LES TERRITOIRES ?	26
4.1. <i>Quelles agroécologies dans les territoires ?</i>	27
4.2. <i>Quelle intégration de l'AE dans les scénarios territoriaux ?</i>	28
4.3. <i>Aperçus sur les scénarios une fois l'AE intégrée dans les images des futurs</i>	28
5. LA RECONNEXION AU PRÉSENT : QUELLES PISTES DE TRAVAIL AUJOURD'HUI POUR UNE TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE DES TERRITOIRES ?	32
5.1. <i>Les enseignements de l'exploration des futurs dans le présent.....</i>	33
5.2. <i>L'après-prospective : quels développements concrets pour l'action ?.....</i>	39
CONCLUSION - BILAN CRITIQUE DE L'UTILISATION DE L'ANTICIPATION DANS LES TRANSITIONS AGROÉCOLOGIQUES.....	41
PRINCIPALES RÉFÉRENCES MOBILISÉES.....	43

Liste des figures

Figure 1	Zonage à dire d'acteurs - Province du Tuy	9
Figure 2	Etat de l'occupation du sol à Baguinéda 2020	10
Figure 3	Zonage à dire d'acteurs, département de Fatick	10
Figure 4	Localisation des départements de Tambacounda et de Goudiry	11
Figure 5	Zonage des communes de Mboro et Darou Khoudoss (Niayes)	12
Figure 6	Déroulé possible des ateliers - Exemple de la province de Tuy	17
Figure 7	Classification thématique des forces motrices dans les territoires	21
Figure 8	Les scénarios suivant les agroécologies intégrées et leur « souhaitabilité »	31
Figure 9	Triangle des futurs pour le scénario Tambacounda Segena (Tambacounda fatiguée)	33

Liste des tableaux

Tableau 1	Éléments d'analyse des choix des forces motrices dans les différents territoires	22
Tableau 2	Grands axes de construction des histoires du futur des territoires	25
Tableau 3	Principaux points de basculement et leviers pour la transition AE dans les territoires	35

Glossaire, principaux termes utilisés pour la co-élaboration de scénarios

Analyse structurelle : processus collectif d'identification de l'influence directe entre facteurs de changement pris deux à deux.

Anticipation : tout effort, toute action visant à utiliser ou à penser le futur.

États du futur (ou hypothèses) : descriptions de situations possibles à un horizon donné, qui doivent être contrastées et mutuellement exclusives entre elles (voir Forces motrices).

Facteur de changement : force qui a la capacité de transformer le système faisant l'objet de l'étude.

Facteur de changement externe : facteur de changement que les acteurs du système ne peuvent pas modifier, sur lequel ils n'ont pas de pouvoir.

Facteur de changement interne : facteur de changement que les acteurs du système peuvent modifier ou contrôler, sur lequel ils ont un pouvoir.

Forces motrices : facteurs de changement internes très influents sur les autres forces du système, et dans le même temps très peu influencés par elles (faible dépendance).

Forces leviers : facteurs de changement très influents sur les autres forces du système et dans le même temps très influencés par elles (forte dépendance).

Forces produits : facteurs de changement peu influents sur les autres forces du système et dans le même temps très influencés par elles (forte dépendance).

Forces singulières : facteurs de changement très peu influents et très peu dépendants des autres forces du système.

Narratif : histoire complète du futur écrite à partir d'un synopsis, par ajout des états du futur de toutes les autres forces internes.

Point de basculement : événement ou action critique induisant un changement important et souvent irrévocable dans un processus, un système.

Scénario : Une représentation du futur connectée à une représentation du présent.

Synopsis : Paragraphe de quelques lignes explicitant la trame sous forme de phrases.

Tableau morphologique : Tableau présentant les états du futur des variables motrices sous forme littérale et codée.

Trame : combinaison des codes des états du futur des forces motrices, décrivant une situation du futur.

Abréviations

AE	Agroécologie / Agroécologique
AFD	Agence Française de Développement
CIRAD	Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
CT	Collectivité Territoriale
DYTAES	Dynamique pour une Transition AgroEcologique au Sénégal
DyTAEL	Dynamique pour une Transition AgroEcologique Locale
FAIR Sahel	Fostering an Agroecological Intensification to improve farmers' Resilience in Sahel
GRN	Gestion des Ressources Naturelles
IAE	Intensification Agroécologique
IRD	Institut de Recherche pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation de Producteurs
OSC	Organisation de la Société Civile
QAToCA	Qualitative Expert Assessment Tool for assessing the adoption potential of Conservation Agriculture
PDC	Plan de Développement Communal
RAET	Réseau de l'AgroEcologie du Tuy
SPG	Système Participatif de Garantie
TAE	Transition AgroEcologique

Les documents complets dont les éléments de synthèse sont issus, sont disponibles [ici](#).

Introduction

Pourquoi mobiliser la prospective territoriale dans un projet d'accompagnement de l'agroécologie ?

Le projet [FAIR Sahel](#) promeut une intensification agroécologique (IAE) pour améliorer la résilience des producteurs face aux aléas climatiques, sociaux et économiques. Ce projet a pour objectif de créer les conditions favorables pour que les producteurs mettent en place des systèmes techniques innovants d'intensification agroécologique et en valorisent les produits, leur permettant une gestion plus efficiente et durable des ressources naturelles et une amélioration de leurs revenus, tout en rendant leur exploitation plus résiliente. Un objectif plus spécifique est de redéfinir le rôle de la recherche afin que les acteurs institutionnels, politiques et techniques aient accès à la connaissance nécessaire, accompagnent efficacement les producteurs organisés et volontaires, et créent des conditions favorables à l'IAE.

Le projet FAIR Sahel, coordonné par le Cirad, est mis en œuvre par un consortium de 13 partenaires de recherche et développement dans trois pays : Burkina Faso, Mali et Sénégal. Il est financé par l'Union Européenne et l'Agence Française de Développement, cofinancé par le CIRAD et l'IRD, et a démarré début 2020 pour une durée de 5 ans.

Pour favoriser la transition agroécologique (TAE), les travaux sur des solutions techniques au niveau de la production, bien qu'essentiels, ne peuvent être suffisants. En effet, les transitions agricoles s'opèrent dans un espace social, politique, économique et environnemental complexe, qui dépasse le seul secteur agricole et qui peut privilégier ou freiner leur déploiement. Il apparaît alors pertinent de se placer à l'échelle du territoire pour penser globalement les transitions. Ceci paraît d'autant plus pertinent que l'agroécologie renvoie à des notions bien plus larges que les seules techniques agricoles : la circularité, les valeurs, les ancrages sociaux, l'équité, etc.

La question des transitions et de l'agroécologie oblige par ailleurs à raisonner sur un pas de temps assez long, et nous ne pouvons qu'imaginer la forme que prendront ces pratiques innovantes et le mouvement social qui y seraient éventuellement associés.



Pour cet ensemble de raisons, le projet FAIR Sahel a pris l'option, d'une part, d'accorder une importance particulière au territoire, et d'autre part, de mobiliser l'anticipation. Mais à travers la prospective territoriale, nous ne cherchons pas à connaître le futur (ce qui est hors de portée) ; la démarche choisie consiste plutôt à :

- Imaginer différentes images du futur des territoires du projet ;
- Imaginer la place de l'AE dans ces différents territoires du futur, afin de matérialiser les transformations possibles ;
- Et enfin, tirer des enseignements pour l'action dans le présent, en identifiant ce qui pourrait nous rapprocher ou nous éloigner de ces territoires du futur.

Quatre analyses prospectives ont été réalisées dans le cadre du projet FAIR Sahel et concernent les territoires suivants : la commune de Baguinéda (Mali, 2023), la province du Tuy (Burkina Faso, 2023), le département de Fatick (Sénégal, 2021), et les départements de Tambacounda et Goudiry (Sénégal, 2024). Une prospective supplémentaire, bien que réalisée dans le cadre d'un autre projet (Niayes 2040, financé par l'AFD) mais sur un territoire d'intervention de FAIR Sahel, a été mobilisée : il s'agit de la zone des Niayes (Sénégal, 2017).

Après avoir brièvement présenté les terrains d'étude dans une première partie, nous résumons la méthodologie choisie et les adaptations apportées à chaque cas d'étude. Puis, dans une troisième partie, nous tirons quelques enseignements sur les dynamiques territoriales à l'œuvre et imaginées. Et enfin, dans une quatrième partie, nous revenons sur l'intégration des formes d'AE compatibles dans ces images futures des territoires et sur la reconnexion de ces futurs au présent. La reconnexion au présent débouche sur des recommandations, qui sont des produits de la prospective remobilisés ensuite pour le travail de territorialisation des transitions, effectué dans la suite du projet.

1 Des territoires d'étude divers mais partageant des défis pour leur transition agroécologique

Les territoires considérés dans les cas d'étude mobilisés ici présentent des caractéristiques et dynamiques contrastées, mais font face à des enjeux globaux communs tels que la forte pression démographique, l'accès, la disponibilité et la gestion des usages du foncier, et la gestion des ressources naturelles. L'échelle des territoires considérés dans les cas d'étude est variable, de la commune à la province.

Sont présentées ici, de façon succincte, les principales dynamiques territoriales. Des informations plus détaillées sont présentées dans les rapports de diagnostics territoriaux réalisés dans le département de Fatick, la commune de Baguinéda, la province du Tuy, et dans les Niayes.



1.1. La province du Tuy au Burkina Faso, structurée par l'agriculture et la mine

Le système coton-maïs domine avec une diversification autour du sorgho, du niébé et du soja dans les grandes exploitations céréalieres à l'Est. L'élevage semi-intensif est également présent. Le Nord abrite des productions diversifiées telles que la banane, les agrumes, le riz ou le maraîchage. Les forêts classées à l'Ouest et au Sud sont confrontées à l'exploitation abusive des ressources naturelles du fait de l'insécurité grandissante et de contrôles limités.

Au centre, zone d'exploitation minière (industrielle et artisanale), la pression sur le foncier est très importante et source de conflits. La forte pression démographique, le besoin croissant en terres agricoles et la réquisition de grandes superficies pour l'exploitation minière en sont autant de facteurs.

Le Centre constitue le carrefour routier de la province, tandis que la zone nord est relativement enclavée.

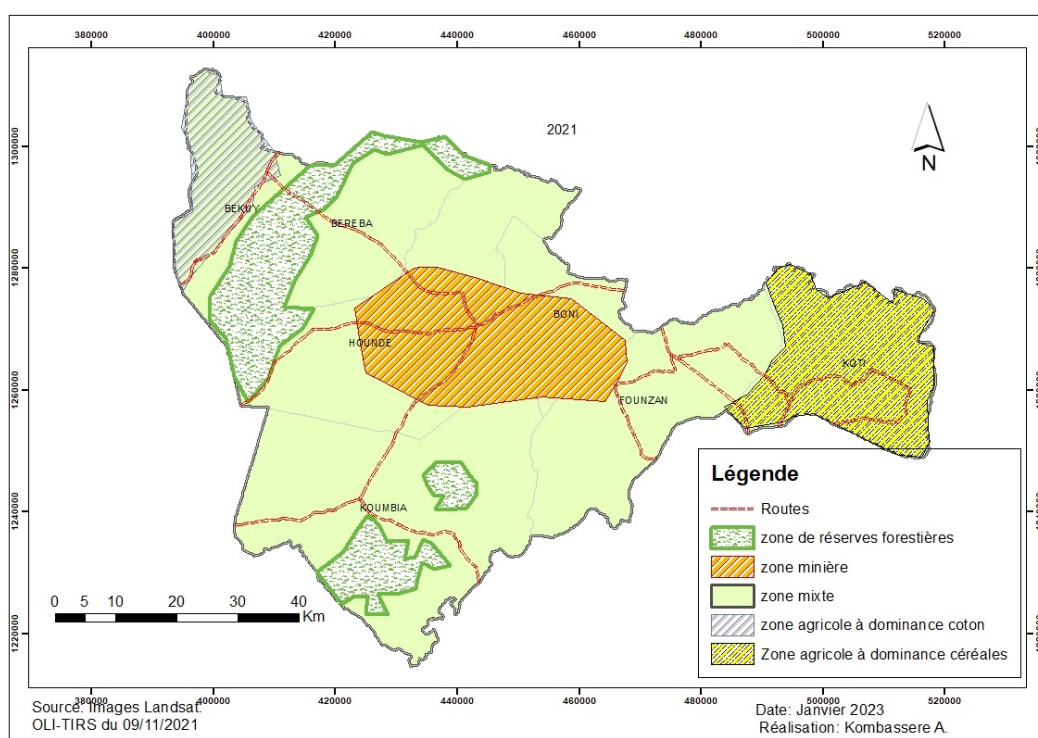


Figure 1 : Zonage à dires d'acteurs - Province du Tuy

1.2. Baguinéda, une commune péri-urbaine de Bamako au Mali

Le territoire profite de l'exploitation des périmètres irrigués en bordure du fleuve Niger et fait face, à l'Ouest, à une très forte pression démographique et foncière. Celle-ci est liée à l'accroissement de la population de la commune et à la pression de Bamako pour la création de zones résidentielles. La proximité avec Bamako constitue néanmoins une opportunité pour le développement agricole de la commune, du fait de la demande alimentaire croissante et des infrastructures (notamment routières) correctes.

Les superficies des exploitations sont limitées et les espaces fertiles disponibles de plus en plus rares. Les cultures principales sont le riz et le maïs, ainsi que le maraîchage.

L'utilisation d'intrants de synthèse est généralisée. Les cultures vivrières sont passées au second plan. Les zones de pâturage sont quasi inexistantes.

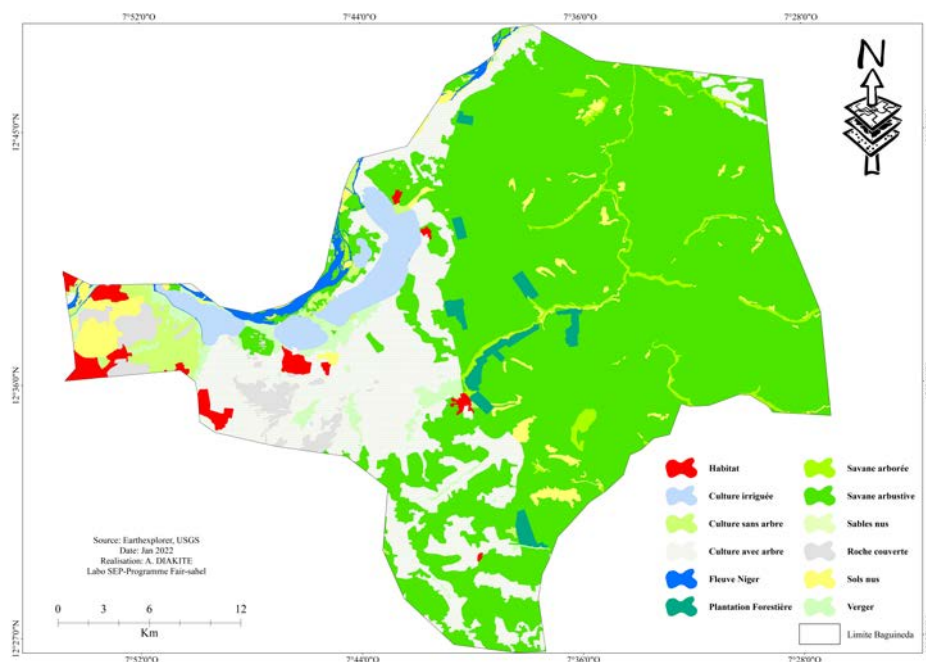


Figure 2 : État de l'occupation du sol à Baguineda en 2020

1.3. Le département de Fatick au Sénégal, au cœur du bassin arachidier

La partie Nord du département est caractéristique des paysages artificialisés du bassin arachidier et présente une forte densité de population, une pluviométrie limitée et une importante dégradation des ressources naturelles. L'arachide, le mil et le niébé sont traditionnellement cultivés et l'élevage y est pratiqué. Le Sud, lié au Delta du Saloum et à ses zones de mangrove, est peu peuplé, plus touristique et tourné vers l'exploitation du sel.

La forte pression sur les espaces et les ressources sylvo-pastorales n'est que partiellement diminuée par la forte émigration que connaît le département.

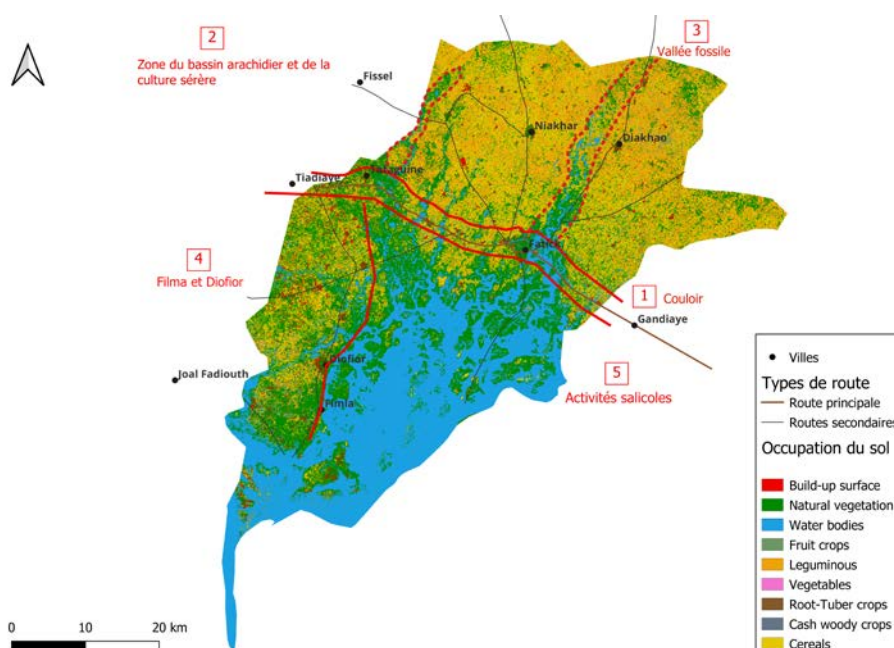


Figure 3 : Zonage à dire d'acteurs, département de Fatick

Elle est source de conflits, et liée à :

- i. l'extension des surfaces agricoles due à la croissance démographique,
- ii. la pression sur la disponibilité en terres avec la salinisation et la baisse de fertilité des sols,
- iii. l'usage de pratiques agricoles intensives.

1.4. Les départements de Tambacounda et Goudiry au Sénégal, dans l'ancien bassin cotonnier

La région de Tambacounda est éloignée de Dakar (même si la qualité des routes s'améliore). Carrefour de mobilité entre le Sénégal oriental, le Mali et la Gambie, elle est marquée ces dernières décennies par l'exploitation minière à l'Ouest et au Nord, et la valorisation du couloir commercial vers l'Est malgré les contraintes sécuritaires au Mali voisin.

Dotée de bonnes conditions climatiques et pédologiques, avec encore une pression foncière moindre que dans le reste du pays, son développement reste très largement associé à l'agriculture, et fortement marqué par l'ancienneté de la culture du coton. La spécialisation du territoire a cependant évolué et les principales cultures de rentes sont aujourd'hui l'arachide, et dans une moindre mesure, le coton et le sésame.

Les cultures principales destinées à l'autoconsommation sont le mil, le maïs et le sorgho. Le recours aux intrants est limité.

L'élevage y est important. La baisse de la fertilité des sols et la dégradation des ressources naturelles sont des enjeux importants pour le territoire.

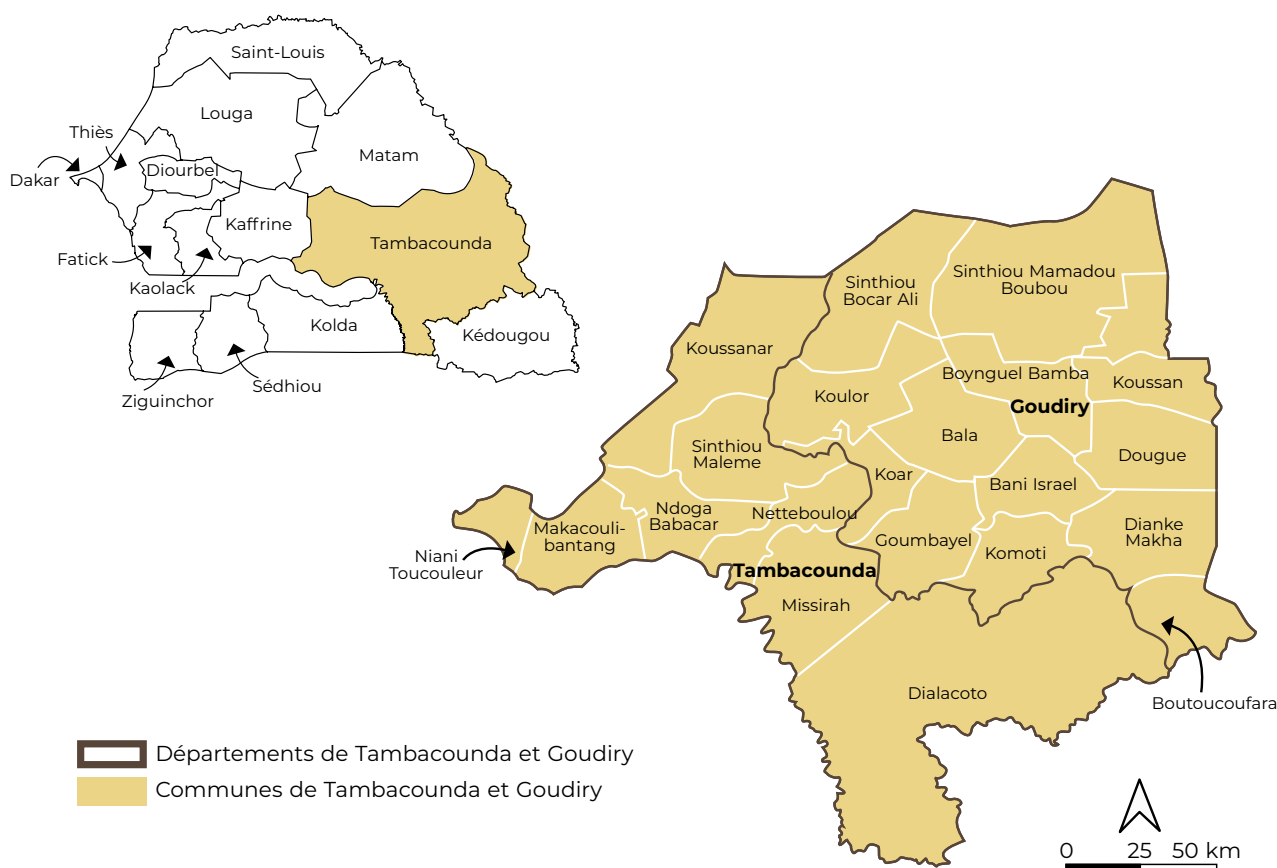


Figure 4 : Localisation des départements de Tambacounda et de Goudiry (M. Dieye, ISRA/BAME, 2025)

1.5. Les Niayes au Sénégal, zone de production maraîchère face à la pression sur le foncier

Les systèmes de production maraîchers et fruitiers des Niayes sont très dépendants des intrants de synthèses, de la main d'œuvre extérieure et de l'irrigation motorisée intensive. Cette zone est caractérisée par une frange côtière sur la partie Ouest, et par une très forte pression sur les espaces agricoles à l'intérieur des terres.

Cette pression sur le foncier est liée notamment à l'urbanisation croissante du fait de la forte pression démographique (en provenance de Dakar et en interne), et au fort développement de l'exploitation minière et des industries.

Cette compétition pour les ressources est source de conflits.

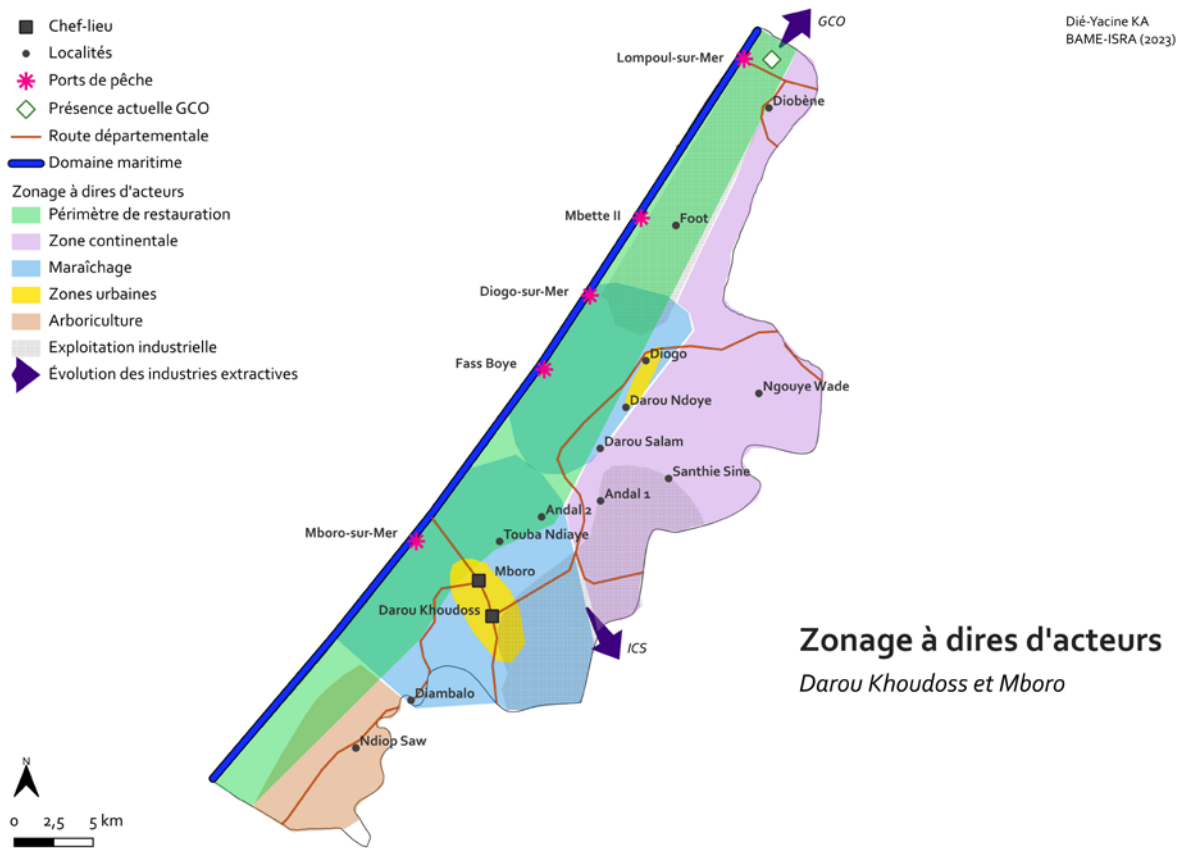


Figure 5 : Zonage des communes de Mboro et Darou Khoudoss (Niayes).

2 LES GRANDES ÉTAPES DE LA PROSPECTIVE TERRITORIALE

Dans cette partie, est présentée la méthode mobilisée, depuis la co-élaboration participative de scénarios à l'intégration de l'agroécologie et à l'identification de champs d'action mobilisables dans le présent. La démarche de prospective vise à imaginer LES futurs possibles d'un territoire. Il ne s'agit pas de « prédire ce qui va se passer, ou de « sélectionner » une vision d'avenir à atteindre pour diriger l'action publique vers cette vision, mais de comprendre ce qui influence aujourd'hui les évolutions à venir, pour identifier des points d'attention et des champs d'action susceptibles de transformer le territoire.

Dans cette approche, le territoire est appréhendé comme un objet complexe, un système englobant des acteurs très différents, des secteurs d'activités nombreux et articulés, et des processus naturels et sociaux. Il est le produit d'une histoire longue, a ses dynamiques propres, mais est aussi influencé par les dynamiques nationales, régionales et internationales.

La démarche est déclinée en une série d'étapes, chacune ayant besoin de la précédente et étant nécessaire à la suivante. Les participants sont donc engagés dans une progression, jalonnée de résultats concrets chaque jour, matérialisés par un produit. Ces étapes sont idéalement scindées en 2 ateliers de 5 jours (atelier 1 : co-crédation des scénarios et atelier 2 : analyse de la place de l'AE et reconnexion au présent).



2.1. Préparation des ateliers

L'identification des participants (appelés experts locaux), étape clé pour la réussite des ateliers, est réalisée bien en amont des ateliers. Le nombre de participants ne doit pas être trop important (généralement entre 20 et 30), mais représenter une diversité d'acteurs, ayant des connaissances spécifiques, représentatives des thématiques à fort enjeux du territoire. L'addition et la combinaison de ces connaissances favorisent la construction d'une intelligence collective nécessaire pour renouveler la réflexion sur le présent et l'avenir¹. Il est important que les acteurs choisis participent à l'ensemble du processus pour assurer la qualité de la démarche d'une part, mais également favoriser l'appropriation des résultats et le potentiel portage des propositions d'actions.

En amont des ateliers, les équipes d'animations assurent la production d'éléments de contenu à mobiliser lors des ateliers, ainsi que l'organisation logistique de l'évènement. L'équipe d'animation mobilise les informations existantes sur le territoire concerné par la prospective (diagnostics territoriaux, zonages à dire d'acteurs et enquêtes) afin de mieux appréhender le territoire et ses enjeux, et d'identifier une première pré-liste de facteurs de changements, qui facilitera les premières étapes des ateliers.

2.2. Etape 1 : Introduction, premier aller et retour entre le futur et le passé

La première session vise à identifier les craintes et espoirs des participants vis-à-vis du futur du territoire. Cette première projection libre, véritable foire aux idées, initie l'exercice de projection dans l'avenir.

Cette projection est ensuite mise en regard du passé à travers la réalisation d'une fresque historique retraçant les principaux événements ayant marqué l'évolution du territoire. Cette fresque n'a pas vocation à être exhaustive, mais elle permet une immersion dans le territoire et une préparation à l'identification des facteurs de changement.

2.3. Etape 2 : Identification des facteurs de changements

Les **facteurs de changement** constituent des forces qui, selon la perception des participants, ont une influence directe sur l'évolution du territoire. L'équipe d'animation présente une pré-liste de facteurs de changements travaillée en amont sur la base de travaux menés sur le territoire ou sur des territoires proches. Cette pré-liste est discutée et amendée par le groupe, en plénière et en groupes de travail, et la définition de chacun des facteurs est précisée. On se concentre ici sur les facteurs internes, sur lesquels les acteurs peuvent avoir un pouvoir d'action. Les facteurs externes ne sont pas considérés dans la suite de la démarche.

2.4. Etape 3 : Identification des forces motrices

Cette étape, appelée *analyse structurelle*, permet de différencier les forces qui peuvent être à l'origine des transformations du système de celles qui réagiront seulement en conséquence de l'action et d'identifier celles qui sont plus influentes que les autres. Pour ce faire, une analyse systématique des influences mutuelles directes entre facteurs de changement est réalisée.

À l'issue de cette analyse, les **forces motrices**, qui ont une grande influence sur les autres et sont peu influencées par les autres, sont identifiées. En général, 5 à 6 forces motrices sont choisies. Dans la suite des étapes, on se concentre sur ces forces motrices, car une action sur celles-ci aura le plus de chance de faire bouger le système.

1. Précisons que du fait de la situation sécuritaire, les ateliers n'ont pas toujours pu être réalisés au cœur du territoire étudié et ont alors pris la forme de « retraites ». Bien qu'a priori non idéale, cette situation a permis de favoriser un investissement de qualité des participants, qui étaient alors extraits des contraintes et préoccupations du quotidien.

2.5. Etape 4 et 5 : Définition des états du futur et des incompatibilités

Pour chaque force motrice sélectionnée, les participants imaginent 3 à 5 **états du futur possibles**. Ce travail se fait d'abord en plénière, puis en petits groupes. Ces états du futur doivent être mutuellement exclusifs et contrastés. Les participants sont amenés à proposer dans un premier temps un état désiré de la force, puis un état non souhaitable, et enfin des états plus inattendus et originaux. Cette étape est appelée *analyse morphologique*, et le regroupement de l'ensemble des états du futur de chaque force motrice se fait dans un tableau morphologique. Afin de limiter la création de scénarios incohérents par la suite, les participants identifient dans un premier temps les incompatibilités entre les états du futur des différentes forces motrices.

2.6. Etape 6 : Construction des trames des scénarios et production des synopsis

Une **trame** est une combinaison intégrant un état du futur de chacune des forces motrices. Chaque combinaison présente une image simplifiée du futur du territoire. Les trames sont imaginées d'abord en petits groupes, chacun proposant une image d'un futur désiré, une image d'un futur dans lequel il ne souhaiterait pas vivre, et une image originale, inspirante et créative, d'un futur alternatif en rupture. La compatibilité de ces trames est vérifiée grâce aux incompatibilités identifiées précédemment, puis elles sont regroupées et recombinaisonnées pour ne garder qu'un nombre restreint de trames couvrant un spectre large de futurs plausibles pour le territoire.

Ensuite, le **synopsis** de chacune des trames est développé en petit groupe, en reprenant les états des futurs correspondants de chaque force motrice. Chaque synopsis se voit attribuer un nom et une image symbolique. Un synopsis du présent est également produit, permettant de caractériser la situation actuelle du territoire, pour chacune des forces motrices.

2.7. Etape 7 : Développement des narratifs

Afin d'être en mesure de travailler de manière plus approfondie sur les scénarios, un nombre limité de synopsis (5 à 8) est choisi collectivement parmi ceux produits. Une fois la sélection faite, des **narratifs complets** sont développés, en travaux de groupe, en intégrant des états du futur de l'ensemble des facteurs de changement, en faisant preuve d'imagination et de cohérence. On obtient ainsi des images du futur complètes, représentant l'ensemble du système à l'horizon temporel choisi.

La co-élaboration participative des scénarios est ainsi finalisée à ce stade.

2.8. Etapes 8 et 9 : Intégration de l'agroécologie et reconnexion au présent

Intégration de l'agroécologie

Sur la base des scénarios, les participants conduisent ensuite une réflexion spécifique sur la place de l'AE dans les futurs des territoires concernés. Cette question est traitée de différentes manières suivant les territoires, en fonction de l'approche retenue, mais également de la dynamique du groupe et des réalités territoriales. Pour la province du Tuy, la zone des Niayes, le département de Fatick et la commune de Baguinéda, le choix a été fait de garder une démarche territoriale englobante dans un premier temps, afin de traiter les différents aspects du territoire, avant de plus spécifiquement traiter des questions d'agriculture, d'élevage et d'AE, une fois les scénarios des futurs de ces territoires construits. En outre, suivant les types de forces motrices choisies, des références à l'agroécologie ont déjà pu émerger en amont, lors de l'identification des états du futur des forces motrices.

Dans les départements de Tambacounda et Goudiry (Sénégal) les réflexions ont été axées dès le départ sur la place de l'agroécologie ; plutôt que de parler des futurs du territoire, l'atelier s'est directement intéressé aux futurs de l'AE dans le territoire.

Reconnexion au présent

L'étape de reconnexion au présent vise à aller plus loin, en identifiant les dynamiques territoriales actuelles qui poussent vers chacun des scénarios, mais aussi les freins qui limitent cette transformation. Sont alors mis en évidence des points de basculement favorables ou pouvant bloquer la transformation du territoire et les leviers associés. Pour ce faire, la méthode des triangles des futurs a été mobilisée pour la plupart des scénarios. Les éléments du scénario futur constituent le haut du triangle. Les dynamiques à l'œuvre sur le territoire au présent qui poussent vers la réalisation de ce scénario et les freins actuels qui limitent ou bloquent cette transformation constituent la base du triangle. Les dynamiques favorables et les freins forment des tensions qui sont ensuite discutées pour en faire ressortir des points de basculement (au centre du triangle). Ces points de basculement sont centrés sur les actions locales qui peuvent ou non infléchir l'évolution du territoire dans un sens donné. Ils constituent un champ d'action dont tous les acteurs locaux peuvent se saisir individuellement et collectivement pour produire l'avenir de leur territoire.

Cette étape de reconnexion au présent se veut plus opérationnelle pour identifier des actions locales mobilisables pour orienter les transformations du territoire.

Le schéma ci-contre présent au global les principales étapes de la méthodologie suivie.

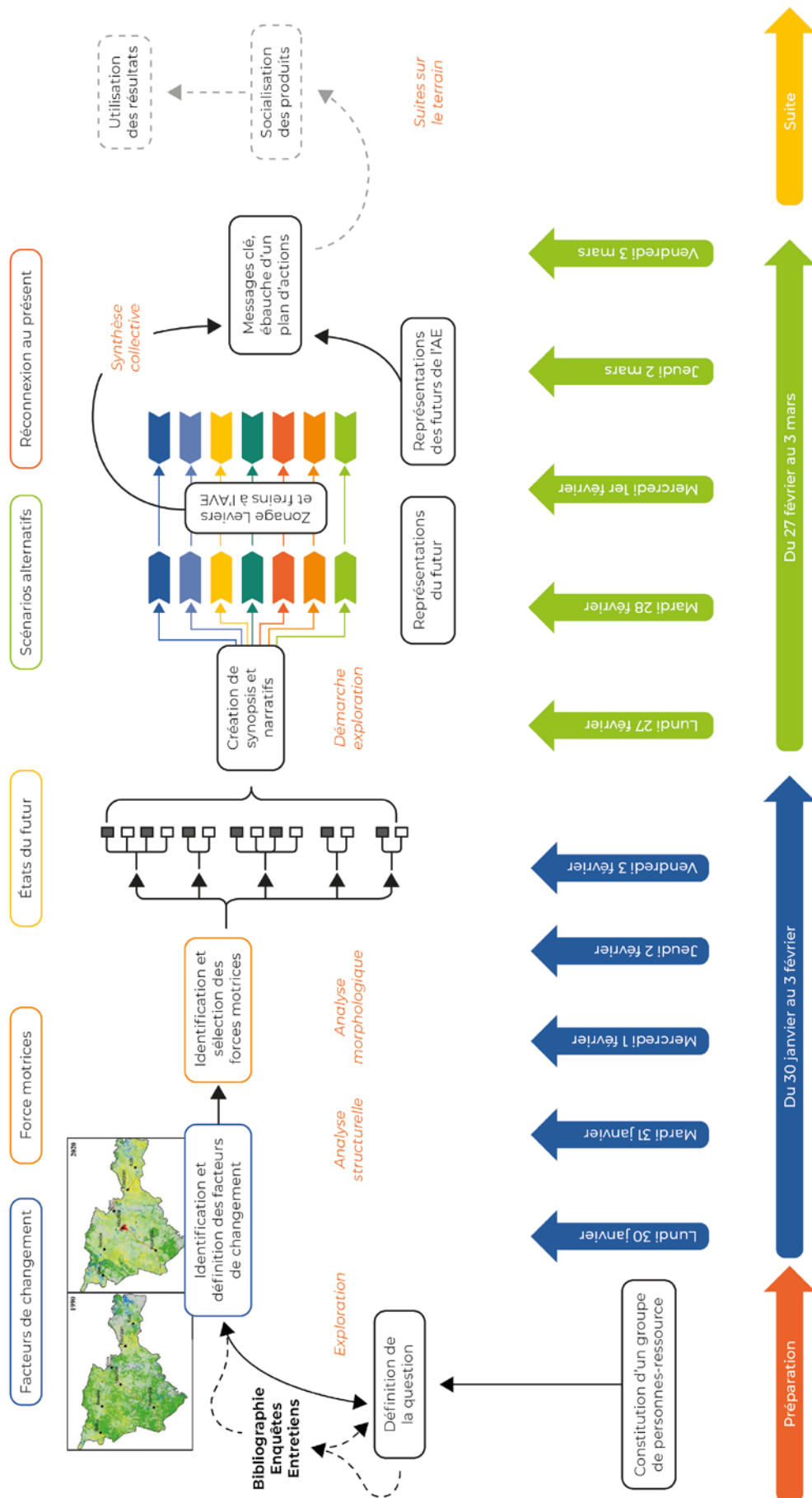


Figure 6 : Déroulé possible des ateliers - exemple de la province du Tuy

3 DU PASSÉ AUX FUTURS DES TERRITOIRES : QUELLES FORCES DE CHANGEMENT ? QUELLES TRAJECTOIRES ?



3.1. Quels espoirs ? Quelles craintes pour le futur des territoires ?

Les principales craintes qui ressortent dans la province du Tuy concernent les conflits, le manque de terres et la dégradation des ressources naturelles (en lien avec les pratiques d'exploitation de l'or). L'insécurité ressort au second plan, les participants espérant que la situation d'insécurité soit temporaire. La gestion et le manque de disponibilité du foncier, et en particulier du foncier agricole, constitue également la principale crainte pour la commune de Baguinéda, crainte alimentée principalement par la forte urbanisation. En lien avec cela, la difficulté à couvrir les besoins alimentaires des ménages constitue une crainte majeure. La dégradation des sols et le non-entretien des infrastructures agricoles (infrastructures d'irrigation) sont aussi des craintes fortement mentionnées.

Pour le département de Fatick, les craintes majeures concernent la dégradation des ressources naturelles (perte de fertilité et salinisation des terres), ainsi qu'une préoccupation sociale portant sur la situation des jeunes dans un monde qui s'urbanise (faible investissement pour le développement de la zone, abandon de l'école, etc.). Le manque de volonté politique serait également à l'origine du manque d'attractivité du territoire dans le présent comme dans le futur.

Les principaux espoirs pour la province du Tuy concernent les domaines de l'agriculture et de l'autosuffisance alimentaire. À Baguinéda, ils concernent aussi le développement agricole, associé au développement d'activités économiques et de l'emploi, avec la proximité de Bamako, qui pourrait être un levier de développement global de la zone (économique, accès à l'éducation, la santé, etc.). Dans le département de Fatick les principaux espoirs mentionnés sont l'agroécologie et la cohésion sociale.

Pour les départements de Tambacounda et Goudiry, la prospective vise dès le début la transition AE. Les craintes et espoirs apparaissent principalement organisationnels, politiques et en lien avec la gouvernance. La question de la dégradation des ressources naturelles (disponibilité foncière limitée, appauvrissement des sols, etc.) constitue également une crainte importante. L'idée de faible productivité de l'AE, et donc de son incapacité à assurer l'autosuffisance alimentaire du Sénégal sur le court terme (principal objectif des politiques agricoles nationales) apparaît comme une crainte majeure, résolue par des espoirs basés sur la mise en œuvre de techniques AE adaptées et l'engagement des populations locales dans la transition AE. L'espoir de la définition d'un plan de développement du territoire intégrant l'AE est également apparu.

Globalement, et classiquement, les experts peinent, dans cette première projection vers le futur, à s'extraire du présent. Craintes et espoirs sont typiques des processus actuels, projetés sans rupture dans l'avenir. Les images du futur sont ainsi le reflet des tendances actuelles prolongées dans l'avenir.

3.2. Quels évènements ont transformé les territoires dans le passé ?

Dans le département de Fatick, les évènements majeurs dans la fresque du passé sont essentiellement d'ordre politique et climatique, avec la création de la région de Fatick, les politiques agricoles et de décentralisation, les tensions liées au foncier, et les inondations et sécheresses.

Dans la province du Tuy, on note la place déterminante, dans le passé lointain, des choix agricoles (place du coton dans le devenir de la province), puis des infrastructures (routières, ferroviaires), et enfin, dans la période récente, ce sont surtout les dynamiques autour de l'exploitation minière et les tensions sécuritaires qui selon les experts, dessinent les changements.

Pour la commune de Baguinéda, les faits qui apparaissent structurants sont de l'ordre du climat (sécheresse), des infrastructures agricoles (construction du canal et aménagements liés) et de l'économie locale (fermeture d'une usine de transformation). Le peu de références aux dynamiques politiques et institutionnelles dans la frise produite pour la province du Tuy est remarquable, comme si les marges locales de décision étaient faibles et les choix nationaux influençaient peu la trajectoire provinciale.

Dans la zone des Niayes, on note l'importance des questions foncières, liées à la progression de l'urbanisation et de l'industrialisation, ainsi que de la consolidation des organisations de producteurs. Enfin, la dégradation de l'environnement apparaît comme une préoccupation majeure des experts, et est explicative des changements de pratiques (économiques, techniques et organisationnelles) des acteurs.

À Tambacounda, la frise temporelle met en évidence le poids des évolutions institutionnelles dans la transition AE sur la période récente : structuration du monde paysan et émergence de politiques publiques. La mise en œuvre de nombreux projets est également citée comme explicative d'un changement de perspective agricole et du lien entre agriculture et alimentation.

Un des principaux enseignements des fresques historiques est la tension entre la dépendance à des politiques étatiques dans un contexte de centralisation stratégique, et des marges de manœuvre locales très dépendantes du dynamisme de la société civile. Ressort aussi l'influence des grands changements et événements climatiques, qui sont des facteurs externes (hors du contrôle des territoires), mais dont l'impact dépend de la capacité organisationnelle et de résilience des systèmes politiques et sociaux locaux.

3.3. Quels sont les facteurs expliquant les dynamiques territoriales ?

Dans la province du Tuy et la commune de Baguinéda, ce sont respectivement 52 et 42 facteurs de changement qui ont été retenus, avec beaucoup de similarités. On retrouve une forte dominance des facteurs sociaux et économiques, et des dimensions politiques et techniques moins importantes. La dimension environnementale ressort aussi assez peu, et est principalement axée sur l'accès à l'eau, à l'énergie, aux terres cultivables.

Plus spécifiquement, dans la province du Tuy, coton et mines restent centraux, alors que la notion de sécurité des infrastructures (liée aux sabotages par les groupes terroristes) s'ajoute à la sécurité des biens et personnes, présente aussi à Baguinéda. La sécurité alimentaire et la production alimentaire ont été intégrées aux facteurs à Baguinéda, avec une attention aux organisations de consommateurs, de même que l'accès aux intrants agricoles et d'élevage (organiques ou de synthèse) et la disponibilité et l'accès aux innovations techniques.

Dans le département de Fatick, 47 facteurs de changement ont été retenus, avec une forte dominance des facteurs techniques en plus des facteurs sociaux et économiques, et une moindre dépendance aux dimensions politiques et environnementales. On retrouve la même structure des facteurs de changement dans la zone des Niayes. Parmi les singularités à Fatick, on note la capacité et le rôle des organisations professionnelles et des organisations de la société civile, mais aussi des collectivités locales dans le développement, sûrement en lien avec la force de la DYTAEL, qui justement fédère autour de l'AE ces différents acteurs. S'ajoutent dans ce territoire le rôle de l'exploitation du sel, la place de la pêche dans l'économie du département Fatick, et la nature de l'exploitation minière dans les Niayes.

On retrouve les enjeux de compétences collectives dans les Niayes, au niveau des producteurs, à travers leur niveau de compétences individuelles et leur compétence à s'adapter face aux transformations socio-économiques et environnementales. Les acteurs font référence à l'existence et au degré d'application de la réforme foncière, ainsi qu'à l'état des documents d'aménagement du territoire. Dans les Niayes comme à Baguinéda, la nature (organiques, de synthèse, etc.), la disponibilité et l'accès aux intrants agricoles a également été considéré comme un facteur de changement. Plusieurs facteurs spécifiques à la spécialisation maraîchère et aux caractéristiques du territoire, que l'on ne retrouve pas ailleurs, ont été intégrés, tels que le type et le niveau d'érosion maritime, le type et l'état de la réglementation de l'usage de l'eau, de l'utilisation des produits phytosanitaires, et d'autres ressources ou produits.

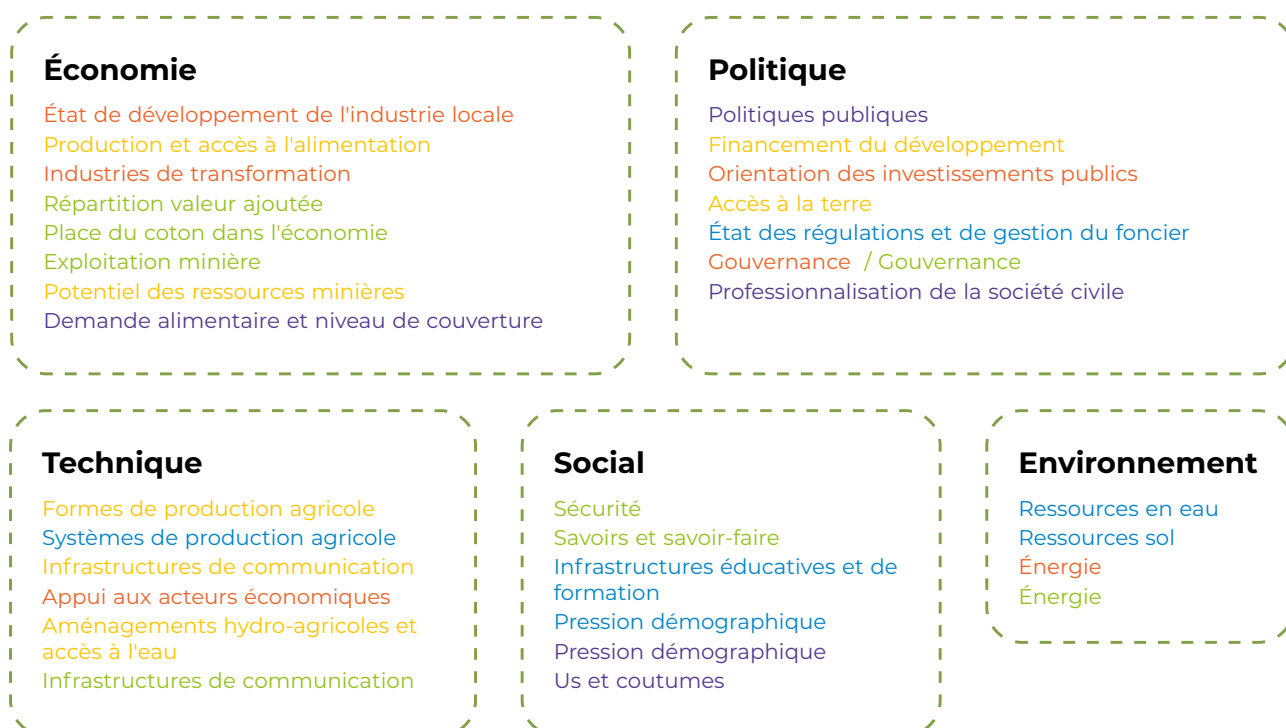
La liste des 25 facteurs de changement des départements de Tambacounda et Goudiry se démarque des autres, du fait du focus sur la TAE. Les facteurs techniques renvoient à des variables que l'on retrouve dans les autres études, cependant le type, l'état et la gestion d'unités de transformation et de stockage

de produits locaux est également intégré. Les facteurs politiques font référence à la professionnalisation des organisations de la société civile, aux réglementations environnementales et phytosanitaires, à la nature des politiques agricoles décentralisées et à la volonté des élus locaux et services déconcentrés de promouvoir l'AE, en plus de la gouvernance et de la gestion et disponibilité du foncier agricole. Notons que la notion de sécurité n'apparaît pas ici, au contraire de la pression démographique, du rôle des traditions et coutumes, de l'état et de l'accès à la santé et l'éducation, et de l'attractivité de l'agriculture face au risque de déprise agricole.

Il ressort des débats que les territoires, malgré leur diversité, et au-delà d'une dynamique commune de dégradation des ressources naturelles et d'inquiétude face aux changements climatiques, sont fortement sensibles à la croissance démographique et à la gouvernance locale dans un contexte de décentralisation inaboutie. Ces deux derniers points insistent sur l'importance des dimensions sociales et politiques dans les transitions, conjointement aux verrous techniques. Ceci est encore plus vrai au Mali et dans l'Ouest du Burkina Faso, avec le poids de la sécurité sur les perspectives de développement. Capacité à s'adapter au contexte global et pleine activation des leviers locaux sont ainsi au cœur des forces de changement dans les territoires sahéliens.

3.4. Quelles forces motrices parmi les facteurs de changement ?

Parmi les facteurs de changement les plus influents et les moins dépendants du reste du système, on observe contrairement à ce que les débats dans la définition des forces de changement pouvaient laisser paraître, une prédominance des facteurs économiques et politiques, puis des facteurs techniques et sociaux. Les facteurs liés à l'environnement apparaissent finalement minoritaires pour construire les futurs. En revanche, l'orientation des politiques agricoles et des investissements publics sont des forces motrices mobilisées dans 3 des zones. Plusieurs forces, que l'on retrouve dans 2 études à chaque fois, apparaissent être des facteurs importants (mines, pression démographique, systèmes agricoles, alimentation, etc.).



Légende : Province du Tuy Commune de Baguinéda Département de Fatick Zones des Niayes Tambacounda et Goudiry

Figure 7 : Classification thématique des forces motrices dans les territoires

Le tableau suivant revient sur les combinaisons des forces motrices par territoire, qui révèlent pleinement leurs spécificités au regard de leur possible transformation.

Tableau 1 : Éléments d'analyse des choix des forces motrices dans les différents territoires

Forces motrices (7) de la province du Tuy : L'analyse des graphiques de dépendance/influence apparaît atypique, avec peu de forces leviers en dehors du capital humain, et un nombre important de forces singulières. Ainsi, la marge de manœuvre des acteurs locaux apparaît limitée, avec une grande dépendance vis-à-vis des décisions nationales. Beaucoup de forces apparaissent comme des produits du reste du système (dépendantes et non influentes), le territoire est ainsi perçu comme relativement rigide et difficile à transformer.

Les forces motrices renvoient aux secteurs économiques déjà implantés et ayant un poids important dans la dynamique provinciale (exploitation minière et production de coton), et aux facteurs nuisant actuellement fortement au développement de ces secteurs (infrastructures de communication, accès à l'énergie et accès et qualité des appuis techniques).

La sécurité constitue une variable particulière contribuant à la rigidité du système : elle est extrêmement influente (et donc potentiellement bloquante) tout en étant extrêmement peu influencée. Elle a une influence sur tous les pans de la vie économique, sociale et environnementale de la province.

Forces motrices (7) de la commune de Baguinéda : Il peut sembler étonnant que le « potentiel » des ressources minières, qui ne se base pas sur des évidences claires, soit une force motrice, mais cela montre l'enjeu autour de ce secteur, ainsi que les craintes et attentes que cela représente pour le groupe d'experts.

L'accès à l'eau, aux aménagements hydro-agricoles et au foncier, les formes de production agricole et l'accès à l'alimentation sont des leviers pour le développement de la commune.

Bien que les facteurs « formes de production agricole » et « accès à l'alimentation » soient également assez fortement dépendant en plus d'être influent, le groupe souhaite les maintenir comme forces motrices. Ceci montre que ces facteurs constituent pour le groupe d'experts des enjeux majeurs pour la modification du système actuel.

Les forces motrices apparaissent plus axées sur le type et les capacités de production et font ressortir les principales problématiques actuelles liées à la couverture des besoins alimentaires, à l'accès à la terre dans un contexte de forte urbanisation et pression foncière, à l'accès à l'eau et aux infrastructures de communication.

On observe un nombre assez important de forces singulières, limitant en partie la marge de manœuvre pour changer le système. Notons que dès cette étape, des références à l'agroécologie et aux systèmes alimentaires sont mentionnées dans la définition des forces motrices.

Forces motrices (6) du département de Fatick : les aspects politiques semblent les plus mis en avant, avec les variables modes de gouvernance et orientation des investissements qui ressortent toutes deux comme force motrice. Le développement de l'industrie, apparaît également comme un enjeu majeur, via l'industrie de transformation visant l'autonomisation économique du territoire.

Notons que la variable sécurité bien qu'identifiée comme force motrice potentielle, n'a finalement pas été retenue par le groupe, celui-ci souhaitant ne pas multiplier les forces motrices et mettre l'accent sur les autres facteurs choisis.

La variable « systèmes de production agricole » apparaît comme une force levier très importante. Bien qu'elle ne soit pas retenue comme force motrice, elle constitue un enjeu majeur du système et sera tout ce même considérée lors de la définition des états du futur des forces motrices.

Forces motrices (7) dans les Niayes : L'analyse des influences/dépendances entre variable est assez atypique, et ne fait ressortir qu'une seule force motrice au départ : l'état et l'accès aux infrastructures éducatives. Les autres forces motrices retenues pour la suite de l'analyse, sont plutôt des forces leviers.

Notons également un nombre très important de forces singulières qui peut refléter une perception du territoire assez rigide.

Forces motrices (5) des départements de Tambacounda et Goudiry : Il est intéressant de noter que la variable « demande alimentaire locale » ressort ici comme force motrice. Ceci met en avant le pouvoir de la « demande » des consommateurs pour changer le système. Cette variable, ainsi que la variable sur le rôle des traditions/coutumes, offrent un pouvoir de changement au niveau des populations, et se mêlent aux forces motrices plus politiques, centrées sur le niveau local également.

Même si les facteurs de changement étaient assez typiques et plus spécifiques, finalement les forces motrices sont des facteurs qui ressortent aussi dans les autres études.

Il est aussi intéressant de regarder de plus près les influences et dépendances de certaines forces de changement, dont l'analyse a pu être très spécifique, en fonction des contextes et de la perception de chacun des groupes. Trois exemples nous semblent illustrer quelques enseignements croisés de la méthode.

Facteur formes de production agricole : Lors des ateliers réalisés dans les départements de Tambacounda et Goudiry, ce facteur a été classé comme une force singulière, c'est-à-dire peu influente et peu dépendante. Tandis que dans la province du Tuy ce facteur ressort comme étant très dépendant et peu influent (qualifié de « produit »). Pour la commune de Baguinéda et la zone des Niayes, les formes de production agricoles représentent une force levier très importante et il a été décidé par les groupes de l'intégrer dans les forces motrices. Enfin, dans le département de Fatick, la variable « systèmes productifs agricoles » apparaît également comme une force levier très importante et montre ainsi qu'elle constitue un enjeu majeur dans le système. Dans des contextes qui peuvent être assez similaires, on se rend compte que la perception qu'un groupe a de son territoire peut être très différente.

Facteur demande alimentaire locale : ce facteur est perçu comme une force motrice pour le changement du système dans l'analyse menée pour les départements de Tambacounda et Goudiry, tandis que pour le département de Fatick le groupe a considéré cette variable comme très dépendante et non influente (un produit) par rapport aux autres facteurs.

Facteur sécurité : il est intéressant de noter que la perception de ce facteur, majeur, est également très variable suivant les contextes et les groupes. Dans certains cas, l'analyse des facteurs n'a pas pris en compte ce facteur, car il a été considéré comme une force externe au système. Dans le cas du département de Fatick et de la province du Tuy, le facteur sécuritaire a été considéré comme un facteur interne, et même perçu comme une force motrice, bien qu'à Fatick, il n'ait pas été retenu dans la liste finale des forces motrices sélectionnées pour la suite. Les acteurs du Tuy ont souhaité intégrer cette variable comme force motrice, car constituant un véritable enjeu pour la zone, pouvant figer ou débloquer une situation.

Ainsi, à travers l'analyse des facteurs de changements et l'identification des forces motrices par les différents groupes d'experts, on se rend compte que bien qu'une même méthodologie soit utilisée, la dynamique du groupe et sa perception des choses amènent à des résultats parfois très différents, ce qui constitue également l'intérêt de la démarche.

3.5. Quels états des forces motrices dans le futur ?

Pour chacune des forces motrices, 4 à 6 états du futur contrastés ont été imaginés. Sont présentées ici les modalités de définition des futurs de forces motrices que l'on retrouve dans plusieurs cas d'étude.

Deux territoires ont retenu les **formes de systèmes de production agricoles** comme force motrice. Les déclinaisons du futur ont combiné, pour Baguinéda, les aspects de performance de la production, de recours aux innovations et technologies de pointes et le type de pratiques : dominance du conventionnel, de l'agroécologie/biologique, et combinaisons des deux. Dans les Niayes, les futurs possibles se distinguent selon le type d'exploitation (familiale, agro-industrie, entreprise robotisée) et le niveau de performance des exploitations ; une projection prend en compte une possible disparition de l'agriculture.

Les experts de la commune de Baguinéda et des départements de Tambacounda et Goudiry, ont retenu une force motrice faisant référence à la couverture des **besoins alimentaires** du territoire par la production locale. Les états du futur développé font référence à un gradient du niveau de couverture des besoins par la production locale. Un gradient du niveau de qualité des produits est également introduit.

Les états du futur des différentes variables liées aux **ressources naturelles** (eau, sol), dessinent un gradient, fonction de la disponibilité, de la qualité et de l'accès de la ressource pour les différents usages.

Concernant les **variables techniques**, les états du futur des aménagements hydroagricoles, et des infrastructures de communication ont été imaginés en fonction de leur qualité, état, répartition géographique, et de leur accès, modalités et efficacité de gestion.

La place de **secteurs économiques** (coton, industrie minière) a été retenue dans certaines zones, et les états du futur sont liés à la place de ces activités dans l'économie locale. Dans la province du Tuy la répartition de la valeur ajoutée a été aussi choisie. Les futurs de cette variable vont d'une situation la plus idéale avec répartition équitable entre les acteurs via des cadres de concertation, à des situations de monopolisation du profit par certains acteurs. Dans le Tuy, le facteur est plus axé sur le type d'exploitation minière, artisanale ou industrielle, ainsi que sur le respect des réglementations. On note aussi que les états du futur définis à Fatick concernent le type et le niveau de l'industrialisation dans le territoire, distinguant la production de produits standardisés à destination du marché national ou international, de la production semi-artisanale orienté vers le recyclage et la transformation locale.

Les aspects **politiques**, liés à l'orientation des investissements publics et des financements du développement, ont été traités en fonction du niveau d'inclusion des populations dans la décision. Dans les départements de Tambacounda et Goudiry, les états du futur de la variable « politiques publiques » vont de l'existence de politiques publiques agricoles territorialisées, inclusives et orientées autour de l'AE, à des politiques publiques relevant exclusivement de l'état promouvant l'agro-industrie, en passant par des politiques agricoles mêlant AE et agro-industrie. La **gouvernance**, ressortie comme force motrice dans 2 des études, est envisagée selon le niveau de transparence et de participation des différents acteurs aux prises de décisions, et du niveau de compétence et de fonctionnement des collectivités territoriales.

Enfin, la **sécurité**, retenue comme force motrice dans la province du Tuy, est traitée dans les futurs possibles suivant le niveau de sécurité/insécurité, mais aussi suivant les modalités de gestion du risque sécuritaire (lien entre la population et les forces de sécurité, liens entre la population et les groupes terroristes, terrorisme et banditisme, etc.). Les futurs de la sécurité intègrent aussi la présence ou l'absence de l'administration publique et les capacités de déplacement des populations.

3.6. Quels scénarios d'évolution des territoires ?

Nous invitons le lecteur intéressé à lire et comparer les scénarios territoriaux dans les différents rapports d'étude. Ne sont résumés ici que les grands axes structurants de ces scénarios, dont nous détaillons plus bas les enseignements, une fois intégrée l'agroécologie.



Tableau 2 : Grands axes de construction des histoires du futur des territoires

Province du Tuy • Importance du niveau de sécurité, de l'état des infrastructures de communication, du type de gestion de l'exploitation minière et du mode de gouvernance lors de la construction des scénarios. • Mise en avant de l'organisation de la population pour combler les défaillances de l'état. • La question du manque de terre et de la gestion du foncier, cruciale au début des ateliers, n'est finalement pas déterminante dans les scénarios. • Les références à l'agroécologie sont assez peu visibles à ce stade. Spontanément, la transition agroécologique n'apparaît pas être une priorité dans les transformations à venir.	Département de Fatick • Trames des scénarios construites autour des différents modes de gestion du territoire, avec des orientations agricoles et industrielles contrastées. • Plusieurs références aux pratiques agricoles AE, allant de l'agroécologie de subsistance, à l'agroécologie basée sur des innovations techniques de pointe. • Les déclinaisons du type et du niveau d'accès à l'énergie, de la valorisation des produits locaux, des orientations prioritaires des investissements publics renvoient également à l'agroécologie au-delà des aspects agricoles. • La question de l'égalité de l'accès aux services apparaît importante, que ce soit l'accès à l'énergie ou aux appuis techniques pour les plus vulnérables par exemple.
Commune de Baguinéda • Construction de scénarios autour de la disponibilité et de l'accès à la terre pour les différents usages • Représentation de situations contrastées du développement de la commune, mettant plus ou moins l'accent sur l'urbanisation. • Des références à l'AE, notamment en lien avec les forces motrices, formes de production agricole et production et accès à l'alimentation.	Zone des Niayes • Des scénarios très contrastés, présentant différents modes de gestion et spécialisations du territoire • Importance des références à des documents stratégiques de développement, plans d'aménagement et réglementations pour cadrer le développement du territoire. • Des références à la production agricole agroécologique dès ce stade.

4 QUELS FUTURS AVEC QUELLES AGROÉCOLOGIES POUR LES TERRITOIRES ?



4.1. Quelles agroécologies dans les territoires ?

Afin d'introduire davantage l'agroécologie dans les réflexions sur les futurs des territoires, les experts ont été amenés à retravailler les narratifs des scénarios pour mieux faire ressortir la place que l'agroécologie pourrait y occuper².

Si les formes d'agriculture et d'élevage n'apparaissent pas dans les forces motrices, une étape préalable consiste à isoler un facteur de changement associé aux transformations agricoles, et d'imaginer des états du futur de ce facteur, au même horizon temporel que celui choisi. Pour ce faire, les experts s'appuient sur un débat préalable sur les définitions de l'AE et ses représentations / déclinaisons dans le territoire, et pour contextualiser plus encore l'intégration, sur une discussion autour de zonage des dynamiques agricoles (plus ou moins agroécologiques) du territoire.

Ainsi, dans les futurs des territoires du Tuy, de Fatick et des Niayes, la spatialisation des dynamiques du territoire facilite l'intégration de l'état de l'agroécologie dans chacun des scénarios. Ces zonages à dire d'acteurs permettent également d'initier la connexion entre les futurs explorés et le présent. Dans le cas de la province du Tuy, en plus du zonage, les experts ont recensé les initiatives AE dans les différentes zones de la province afin de mieux en qualifier la diversité. Ce travail a montré la richesse des initiatives AE en cours dans le territoire, bien que très localisées et assez isolées, et faiblement appuyées par des politiques publiques. Cette diversité a surpris certains participants.

De ces travaux, ressortent différentes formes de systèmes agricoles AE, potentiellement compatibles avec des dynamiques et futurs contrastés, divergeant selon les politiques agricoles, la force des organisations de la société civile, les opportunités de marché, etc. Les principales formes identifiées sont les suivantes³ :

- **L'agroécologie « défensive »**, de subsistance : c'est une agriculture agroécologique par défaut, généralement peu performante, destinée à l'autoconsommation pour lutter contre l'insécurité alimentaire et visant à optimiser le peu de ressources disponibles. Elle est mise en place dans des contextes contraints : insécurité, difficultés d'accès et/ou manque de disponibilité en intrants, accès/disponibilité limité du foncier, très forte urbanisation, etc. Cette forme d'AE peut se retrouver aussi bien en milieu rural qu'urbain et vient offrir des leviers agricoles lorsque l'économie est bien souvent à l'arrêt.
- **L'agroécologie autocentrée** : signe d'un repli sur soi des communautés, ayant pour objectif l'autarcie. La production AE dans ce cas-là est destinée quasi exclusivement à l'autoconsommation, et s'intègre dans des modes de vie visant la sobriété.
- **L'agroécologie innovante basée sur les nouvelles technologies** : la production agroécologique intègre et se base sur des innovations de pointe.
- **La transition agroécologique** : la production agroécologique est combinée avec d'autres formes de production telles que des exploitations familiales en conventionnel, l'agrobusiness, avec une dominance variable de l'une ou l'autre forme.
- **L'agroécologie au cœur du développement** : elle vient en appui ou porte le développement local des territoires. Cette forme de production peut être mixée avec une production conventionnelle, et apparaît dans des contextes dynamiques et apaisés, avec des politiques publiques affirmées, une gouvernance participative et un accès sécurisé au foncier. L'AE participe alors avec les autres secteurs économiques à une croissance équilibrée et inclusive du territoire.

2. Rappelons que dans les départements de Tambacounda et Goudiry cette étape n'a pas été menée, car les scénarios étaient déjà par construction axés sur l'agroécologie. Dans le cas de la commune de Baguinéda, cette étape a surtout permis de préciser le positionnement de l'AE dans les scénarios et d'identifier des conditions de développement de l'AE, l'AE transparaissant déjà dans les scénarios (cf. ci-dessus).

3. Notons que peu de scénarios abordent la question des formes d'élevage et de pêche.

4.2. Quelle intégration de l'AE dans les scénarios territoriaux ?

La façon dont les experts ont intégré l'AE aux dynamiques territoriales à venir illustre leurs croyances, espoirs et doutes sur sa capacité à contribuer à transformer les territoires. En effet, l'exercice est « borné », dans le sens où il ne laisse pas imaginer l'AE seul, de manière autonome, mais bien sous la contrainte de changements d'autres éléments constitutifs des territoires.

Bien sûr, les formes de l'agroécologie dans les futurs du territoire sont principalement décrits par des pratiques agricoles, en particulier en lien avec la gestion des ressources naturelles : niveau et types d'intrants, pratiques et performances de la gestion de la fertilité, type de mécanisation, etc. L'éventail des représentations est large, du plus au moins vertueux d'un point de vue du respect de l'environnement, mais le manque de référence aux autres éléments de définition de l'AE par la FAO (2019) est significatif d'une compréhension minimaliste du concept. L'intégration dans les scénarios permet de complexifier cette compréhension.

Ainsi, la question plus globale des systèmes alimentaires est abordée dans plusieurs scénarios du fait de leur dimension territoriale. De même, les notions de valorisation du territoire, au-delà du domaine agricole, via l'organisation sociale et la qualité de vie des populations, l'implication de la société civile dans le choix des orientations de développement de son territoire, etc. apparaissent dans la définition de certains états du futur, dans le tableau morphologique et dans les narratifs. Là encore, l'approche systémique des territoires invite à penser les interactions.

L'existence de services d'appui aux activités économiques et de formations intégrant l'AE est également mentionnée, la posture anticipatrice invitant à penser les dynamiques. Des outils originaux d'incitation à l'AE, tel que l'accès au crédit réservé aux exploitations en production agroécologique, sont présents dans certains scénarios. De même, la place des savoirs faire locaux et des connaissances traditionnelles, associée aux innovations technologiques, apparaissent aussi importantes, du fait de leur maintien, transformation ou disparition.

Enfin, une autre façon d'intégrer l'AE dans le futur renvoie à la gouvernance des territoires. La sécurité des biens et des personnes, et plus globalement la mobilisation de l'État de manière inclusive, associée à l'accès, la disponibilité et la sécurisation du foncier, apparaissent comme conditions nécessaires pour favoriser ou au contraire contraindre une agroécologie porteuse de développement au sein des territoires.

4.3. Aperçus sur les scénarios une fois l'AE intégrée dans les images des futurs

Dans la province du Tuy

Les modalités des scénarios du futur intégrant l'AE développés pour la province du Tuy, sont très dépendants du niveau de sécurité et de l'accès au foncier. Au-delà des pratiques agricoles, les aspects politiques liés à l'existence de plans de développement ou politiques nationales intégrant l'AE, le dynamisme des OSC en faveur de l'AE, ainsi que les modalités d'exploitation des ressources minières apparaissent importantes. La question de la commercialisation des produits AE est également abordée.

Trois scénarios intègrent un climat sécuritaire apaisé, une mobilisation importante de l'état donnant les orientations des politiques de développement et fixant des règles d'exploitation minière responsable, des politiques locales adaptées et favorables à l'AE. Les systèmes de production agricoles sont favorables à l'AE, et présentent un gradient d'intensification et de recours aux nouvelles technologies, fonction notamment du niveau de densification du territoire. Les trois autres scénarios intègrent un état d'insécurité important limitant les déplacements et l'accès au foncier des populations, ainsi qu'un accès très limité aux services sociaux de base et aux infrastructures de communication, souvent très dégradés. Deux de ces scénarios font référence à des ressources minières épuisées et les populations pratiquent une agriculture de subsistance autour de leurs habitations. L'AE n'est pas une priorité pour ces populations. Cependant, dans l'une des situations, des ONG viennent en appui aux femmes et aux jeunes pour favoriser la mise en œuvre de pratiques AE sur ces espaces réduits.

Dans le dernier scénario, la population arrive à coexister avec les terroristes à l'origine de l'insécurité, l'exploitation minière y est anarchique, et on y pratique une agriculture de subsistance, agroécologique par défaut.

Dans la commune de Baguinéda

Dans la commune péri-urbaine de Baguinéda, les scénarios font référence à des pratiques agro-écologiques, dominantes ou combinées avec des pratiques conventionnelles, ainsi qu'à la performance des systèmes de production agroécologiques en lien avec l'accès aux innovations techniques. Les formes du système alimentaire sont également déclinées : circuits court ou non, niveau de qualité des produits, etc. Enfin, les questions de gouvernance et de gestion des infrastructures apparaissent importantes pour les transformations du territoire : disponibilité et utilisation des ressources financières pour le développement de la commune, etc. La disponibilité et l'accès au foncier sont essentiels.

Deux scénarios font référence à un futur dans lequel l'activité agricole est réduite. L'un décrit un accès à la terre restreint pour l'ensemble des usages et une économie basée sur une agriculture peu performante tournée vers le conventionnel. Le second décrit Baguinéda comme un pôle urbain dans lequel quelques rares parcelles sont encore exploitées en conventionnel ou de façon AE (plutôt autour des habitations). Un autre scénario est orienté vers le développement d'un agropôle basé sur des pratiques conventionnelles.

Trois autres scénarios présentent une situation dans laquelle les différentes formes d'agriculture sont performantes et présentes. Dans l'un, les politiques de développement peuvent être mises en œuvre de manière équilibrée et efficace ou orienté vers quelques secteurs spécifiques ; les infrastructures sont accessibles et de qualité et l'AE participe au développement du territoire. Dans les deux autres, le foncier agricole est disponible et sécurisé, et l'AE et la production biologique dominant et mobilisent des innovations techniques performantes. Ils se distinguent pour l'un par une production alimentaire, des ressources financières insuffisantes pour la mise en place de politique de développement locale, et certaines zones enclavées, une exploitation minière n'apportant aucune ressource au territoire et l'AE portant le développement local. Pour le second, la production agricole assure l'autosuffisance alimentaire, mais ne permet pas de vente à l'extérieur. Les ressources financières sont orientées vers quelques secteurs prioritaires (agriculture et urbanisation), les infrastructures sont accessibles et de qualité, et l'exploitation minière, durable et inclusive, est favorable au développement du territoire.

Dans le département de Fatick

À Fatick, le groupe expert a balayé une diversité de scénarios. On passe de scénarios présentant une population qui s'autogère en faveur d'une exploitation durable et moderne des ressources du territoire à une autogestion visant l'autarcie centrée sur une agriculture agroécologique communautaire et l'absence d'industrie, en passant par un territoire ayant une gouvernance transparente via l'existence de collectivités territoriales aux compétences élargies visant l'autosuffisance alimentaire via l'AE et la durabilité du territoire. Enfin, dans cette même dynamique, une image du futur met l'accent sur la valorisation du territoire, des systèmes alimentaires durables et le « made in Fatick ». On retrouve aussi des scénarios se projetant vers une absence de transparence dans la gouvernance amenant une gestion du territoire complètement déconnectée des populations avec une production agricole conventionnelle intensive dans des exploitations privées cohabitant avec l'agriculture familiale d'autosubsistance, ou une gestion royale du territoire valorisant l'agroécologie autocentrée et dont les priorités du développement du royaume sont déterminées par des processus divinatoires. Un scénario imagine également Fatick comme étant un hub industriel intégrant une gouvernance transparente et un accès équitable aux ressources, mêlant modernité et durabilité via l'utilisation de nouvelles technologies dans les différents domaines, dont pour l'agriculture raisonnée et intelligente qui s'y développe.

D'une manière générale, les analyses menées dans le département de Fatick mettent l'accent sur la gouvernance et l'organisation du territoire, via l'existence et le respect de plans d'aménagement adaptés.

Dans les Niayes

Dans les Niayes, caractérisées par un niveau de pression foncière important et de ressources naturelles limitées, les images du futur mettent l'accent sur l'organisation du territoire, la gestion et la spécialisation de l'espace, via l'existence et le respect de plans d'aménagement adaptés. Ces images sont fonction des modalités de gestion par l'État (présence ou faiblesse de l'État, niveau d'inclusivité de la gouvernance, etc.). Les scénarios sont également axés sur les circuits de vente et le type de demande locale en produits alimentaires. Au-delà des pratiques AE, certains scénarios mettent l'accent sur les aspects sociaux et de gestion des ressources naturelles.

Certains scénarios font référence à une très forte spécialisation du territoire dans lesquels les populations sont assez peu présentes : spécialisation autour de l'exploitation minière industrielle avec une absence d'activité agricole et une gouvernance autoritaire, ou sanctuarisation des ressources naturelles du territoire aux dépens de l'agriculture et au profit du tourisme durable avec la création d'une charte AE respectée pour les activités touristiques, mais aussi pour le maraîchage ou autres petites activités de production liées au tourisme. On retrouve un scénario orienté vers le développement d'une ville verte autogérée par la population, dans un contexte économique assez favorable, où l'exploitation minière s'est arrêtée. L'agriculture hors sol mobilise les nouvelles technologies, se base sur l'AE et s'est développée du fait de la disparition du foncier agricole due à la très forte pression foncière. Les ventes se font en circuit court pour répondre à la demande locale. Cependant, les revenus, ainsi que l'accès et la qualité des infrastructures de base sont assez inégaux.

Un scénario présente une situation où la population a été décimée par des épidémies du fait de la très forte croissance démographique et de l'absence de prise de décision adaptées par l'état. Dakar disparaît peu à peu, du fait de la très forte érosion ; une mafia s'est développée qui a la main mise sur les ressources. Un autre est orienté vers le développement de l'industrie minière, de l'agro-industrie intensive et de divers trafics illicites où malgré tout, quelques petites exploitations en AE persistent et sont solidaires. Enfin, deux scénarios imaginent un développement harmonieux entre le milieu rural et urbain, grâce au poids politique important des OSC. L'un s'oriente vers le développement d'écovillages, zones classées recherche et développement, où la production biologique/AE locale et performante répond à la demande alimentaire locale et est exportée. Le second scénario présente un espace urbain cosmopolite, développé en harmonie avec l'espace rural, des industries minières propres, une zone agricole partagée entre agro-industries et production familiale et une DyTAEL influente. Les exploitations agricoles sont diversifiées, et ont un bon niveau de revenu, la production est optimisée et orientée vers l'AE et le bio à destination du marché local et de l'extérieur.

Dans les départements de Tambacounda et Goudiry

Enfin, les scénarios développés dans les départements de Tambacounda et Goudiry, mettent en avant l'importance du rôle des OSC et de la demande alimentaire dans les transformations du territoire. Ainsi, un scénario représente un futur dans lequel la population ne porte pas d'intérêt à sa consommation alimentaire et les collectivités territoriales sont dépossédées de la gestion des politiques agricoles. On retrouve alors une promotion de l'agro-industrie conventionnelle majoritairement, mais également une production biologique ou agroécologique, ces dernières étant alors orientées vers l'export. Puis, des scénarios présentent un territoire dans lequel l'agroécologie prend une place de plus en plus importante, tirée par le rôle des OSC et leur place dans la gestion des politiques agricoles, le type de demande alimentaire des populations, mais également par les différents outils qui peuvent être mis en place (crédit en faveur des exploitations en agroécologie, conseil agricole, contrôle des réglementations, etc.).

Le scénario le plus en faveur de l'AE insiste surtout sur l'interconnexion entre les systèmes de production, la croissance démographique, les politiques publiques, les OSCs et la nécessité de gérer efficacement cette interaction pour assurer la durabilité des ressources naturelles et des systèmes alimentaires.

La figure ci-contre présente l'ensemble de scénarios en fonction des formes d'AE qu'ils représentent et de leur degré de « souhaitabilité ».



Figure 8 : Les scénarios suivant les agroécologies intégrées et leur « souhaitabilité »

5 LA RECONNEXION AU PRÉSENT : QUELLES PISTES DE TRAVAIL AUJOURD'HUI POUR UNE TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE DES TERRITOIRES ?



5.1. Les enseignements de l'exploration des futurs dans le présent

La reconnexion au présent vise donc à relier chaque scénario futur à l'état du présent en identifiant des points de basculement, les possibles bifurcations de trajectoires qui conduiraient ou au contraire éloigneraient du futur considéré. Cette étape nécessite la reconstitution de l'état du présent, en qualifiant l'état actuel de chacune des forces motrices. L'analyse permet d'identifier, à la croisée des poussées et des freins, des champs d'action mobilisables localement pour orienter les trajectoires. Ces champs d'action, ou points de basculement, sont des questions sur lesquelles il paraît important de travailler pour réaliser la transition AE. La figure ci-dessous offre un exemple de mise en œuvre à Tambacounda.



Figure 9 : Triangle des futurs pour le scénario Tambacounda Segena (Tambacounda fatiguée)

Les principaux points de basculement identifiés lors des ateliers ont été répertoriés dans le tableau ci-dessous, mais certains ressortent plus fréquemment.

Ainsi, le renforcement de l'intégration de l'AE dans les politiques publiques est présent dans la majorité des études. La volonté politique de faire fonctionner les cadres participatifs de gouvernance, ainsi que l'attention à une administration plus juste et inclusive, sont, dans cette perspective, perçus comme des leviers essentiels. La décentralisation, par exemple la question de la confiance entre les populations et la mairie, et une plus grande autonomie d'orientation stratégique pour les collectivités locales, est aussi un préalable. Cette réflexion politique s'adosse enfin à la question du financement des transitions, autour de la mobilisation de taxes locales ou des ressources issues de projets et des subventions centrales.

Les points de basculements et leviers dans le département de Fatick sont largement centrés sur le rôle des collectivités territoriales et leur capacité à assurer leurs prérogatives orientées en faveur de l'AE. Dans les départements de Tambacounda et de Goudiry, le rôle que la DyTAEL peut jouer pour mobiliser les différents leviers identifiés a été mis en avant.

D'un point de vue technique, le besoin d'adaptation des services de conseil agricoles, ainsi que l'amélioration de l'accès et de la disponibilité aux intrants biologiques et AE, sont aussi fréquemment perçus comme des points de basculement. À un degré moindre, l'ajustement des conditions de marché pour une meilleure valorisation économique des produits issus de l'AE a été identifié dans plusieurs études comme un enjeu important, avec certains leviers proposés tels que le contrôle des marges ou la mise en place de systèmes de certification AE par exemple.

Le volet communication et sensibilisation apparaît central à plusieurs niveaux :

- la sensibilisation des consommateurs pour une consommation de produits sains et locaux visant à transformer la demande alimentaire en moteur de l'AE ;
- les sensibilisations et formations des politiques, agriculteurs et commerçants sur les spécificités de l'AE et ses intérêts et impacts, pour favoriser les prises de décisions éclairées.

Les points de basculement et leviers identifiés vont au-delà des aspects techniques initialement contenus dans les états du futur des forces reliées à l'agriculture et à l'élevage. C'est une des forces de l'anticipation couplée à une approche territoriale que d'inviter les experts à prendre en compte différentes dimensions sociales, sociétales, économiques, environnementaux et politiques. Les débats donnent également une place déterminante à l'action collective plutôt qu'aux postures individuelles. Finalement, les perspectives et leur reconnexion au présent replacent les relations de pouvoir, les idéologies et les tensions entre acteurs au cœur de la réflexion sur les transitions AE.

Tableau 3 : Principaux points de basculement et leviers pour la transition AE dans les territoires

	Tuy	Baguinéda	Fatick	Tambacounda	Niayes
Politiques publiques et gouvernance	Favoriser l'intégration de l'AE dans les documents politiques officiels avec des mesures claires et l'implication des acteurs, et notamment : dans les PDC, intégration dans les compétences de la direction provinciale de l'agriculture la mise en œuvre d'actions en faveur de l'AE, favoriser le dialogue entre les différents niveaux de décision et d'action pour mieux impliquer et fédérer les acteurs locaux autour de l'AE.	Financements locaux pour le développement : renforcement de la confiance entre administrés et mairie (via gestion transparente, sensibilisations) pour mobiliser taxes et impôts locaux	a) Véritable volonté politique pour faire fonctionner convenablement les cadres participatifs b) Capacité du système de gouvernance à prendre en compte les messages portés par les collectivités territoriales c) Assurer le suivi des engagements pris lors des rencontres territoriales (financement, moyens) d) Assurer une coordination efficace des investissements (harmonisation, priorités stratégiques, etc.)	a) Contrôle politique (lien avec OSC) : encadrer l'installation agricole (taille, risque social, environnemental) pour éviter les dérives foncières de l'agriculture intensives et favoriser AE b) Portage politique fort de l'AE : pour déployer des politiques publiques AE. Besoin de documenter scientifiquement les avantages de l'AE en amont. c) Importance de la territorialisation des politiques publiques pour l'émergence d'un projet local plus favorable à l'AE (lien avec la DytAEL) d) Favoriser l'attractivité du territoire et de l'agriculture (limiter migration, activités d'orpaillage artisanal, etc.) e) Assurer le respect des réglementations phytosanitaires (sensibilisations, suivi, etc.) – Implication de la DyTAEL	Besoin d'accompagner de mesures politiques les solutions techniques envisagées – prise en compte de la dimension systémique des problèmes

		Tuy	Baguinéda	Fatick	Tamba- counda	Niayes
Production agricole	Pratiques (dont accès intrants)	a) Besoin d'adapter les services de vulgarisation et de conseil, dont les ressources humaines, pour la promotion de l'AE – favoriser les transformations des systèmes d'accompagnement à partir du niveau local b) Ne pas se focaliser sur l'existant ; Favoriser la disponibilité d'intrants locaux : organisation pour le traitement des déchets ménagers, promouvoir la production d'intrants au niveau de la province	a) Amélioration de l'accès et de la disponibilité en intrants AE b) Assurer l'accès à des services de conseil de qualité et adaptés c) Contrôle des prix des intrants AE d) Assurer la connexion au marché des producteurs AE e) Favoriser une production diversifiée et planifiée pour une disponibilité continue des produits f) Assurer une bonne gestion des stocks et la mise en place de systèmes tels que le warrantage. g) Tirer la production AE via une modification de la demande alimentaire (via sensibilisations...)	a) Capacité des CT à accompagner les OP dans l'accès à des intrants adaptés (formation en négociation, production de semences locales, etc.) b) Capacité des CT à soutenir la recherche locale pour déterminer fertilisation/amendements adaptés et semences locales c) Sensibilisation des communautés, y compris les plus reculées, sur : bio-intrants, compostage – partage de bonnes pratiques. d) Mobiliser via les radios, la dynamique de la DyTAEL		a) Mise en place de programmes de formation par des animateurs locaux pour expliquer les besoins en eau, nutriments, etc. en fonction des zones agroécologiques b) Prise en compte des sourghas c) Accompagnement et appui en équipements nécessaires à la transition d) Mobilisation des populations locales et savoirs endogènes pour identifier et mener les recherches
	Gestion des RN		Assurer la construction et le respect de plans d'utilisation des terres pour obtenir un équilibre entre activité agricole et autres usages : via un dialogue participatif, renforcement des mouvements sociaux locaux, le renforcement du cadre juridique.	Capacité des CT à assurer la gestion durable des RN - Orienter la recherche en faveur de la GRN (conservation des sols, etc.) via l'intégration dans les PDC par exemple - Traduire localement les règles du code forestier (discussions participatives, etc.), les mettre en œuvre et les suivre		
	Aménagements hydroagricoles		a) Renforcer le bon fonctionnement des comités de gestion des aménagements : révision des règles de fonctionnement, renforcement des capacités, etc. b) Ajuster les montants et modalités d'utilisation des redevances			

	Tuy	Baguinéda	Fatick	Tambacounda	Niayes
Economie (Transformation agricole, appui acteurs, conditions de marché, etc.)	a) Limiter la dépendance des agriculteurs aux crédits et favoriser les subventions en faveur de la transition AE b) Introduire des systèmes d'assurance récolte c) Ajuster les conditions de marché pour les produits AE : identifier des mécanismes de certification adaptées, et suivi/appui au respect des normes, mettre l'accent sur la qualité des produits, et favoriser les produits issus de l'AE dans les marchés publics. d) Ne pas se focaliser sur l'existant : Imaginer et explorer le développement de nouveaux métiers autour de l'AE	Sollicitations pour mener des prospections pour évaluer le potentiel des ressources minières	a) Capacité des CT à favoriser le développement d'activités de transformation agricole : sensibilisation et formations (dont entretien-conception équipement) b) Favoriser la connexion producteurs-transformateurs et l'accès aux marchés adaptés aux produits c) Mobiliser le projet d'Agropôle en faveur de l'AE : permettre l'implication des acteurs locaux dans la définition du projet,	Question de la valorisation économique des produits AE : encadrement des marges (identification des leviers sur les marchés informels) et subvention des produits AE, taxation des produits de l'agriculture intensive, quotas de produits AE dans les commandes publiques, labels/certification ; etc.	a) Réorganisation des circuits de commercialisation des produits AE : vente direct, circuits courts basés sur la confiance et la proximité, mise en place de lieux de vente et de conditionnement dédiés, orienter les marchés publics vers les produits AE (approvisionnement cantines scolaires, etc.) b) Mise en place d'un système de certification AE des exploitations agricoles ou d'un territoire (SPG par exemple, mais nécessite la confiance entre producteurs et consommateurs)
Infrastructures de communication et énergie		a) Mise en place d'un fond et d'un programme local pour construction et entretien des routes b) Sollicitation des opérateurs mobiles pour améliorer la couverture	Volonté et capacité des CT pour un déploiement d'énergies renouvelables (dispositifs incitatifs au solaire à destination des ménages, identification des producteurs éligibles à la production de biogaz, etc.)		

	Tuy	Baguinéda	Fatick	Tambacounda	Niayes
Communication, formation et recherche	a) Renforcer la connaissance des principes et intérêt de l'AE tout au long de la filière et dans les différentes dimensions : diffusion large et adaptée des perspectives de l'AE et limites du conventionnel, valoriser les réseaux existants, développer des champs écoles AE. Actions de communication autour de l'AE prenant en compte les différentes dimensions de l'AE b) Développer la mise en place de formations à l'AE pour les jeunes : fermes AE, supports de démonstrations et expérimentation c) Mobiliser/ valoriser les initiatives de la société civile en faveur de l'AE : émergence de leaders en AE, initier un réseau associatif provincial pour dynamiser le plaidoyer			a) Nature des programmations des instituts de recherche et de leurs financements, dont l'un dépend de l'autre b) Orienter la recherche favorable à l'AE sur l'ensemble des chaînes de valeur et système alimentaire (approche systémique) c) Renforcer le rôle et la qualité des OSC (formation des leaders, etc.) – dont la DyTAE d) Communication en faveur d'une alimentation saine : via les réseaux sociaux (formation de jeunes pour ça), multiplication d'initiatives favorables telles que la promotion du consommé local dans les cantines scolaires, etc.	a) Développer des innovations intégrant la dimension systémique de l'AE b) Promotion des lieux de vente des produits AE via les réseaux sociaux et autres systèmes de communication c) Campagnes de sensibilisation par l'Etat sur les dangers des produits de synthèse pour les producteurs, les consommateurs d) Sensibilisation des consommateurs par la société civile pour leur faire prendre conscience du rôle qu'ils ont à jouer dans la structuration des marchés
Aspects sociaux et sécuritaires	a) Documenter et diffuser les transformations sociales positives des transitions écologiques b) Transformer la demande alimentaire vers des aliments sains ; favoriser les programmes en faveur d'une alimentation saine			a) Améliorer l'autonomisation des OSC b) Limiter la trop forte pression démographique (planning familial, etc.) c) Favoriser la valorisation et le maintien des savoirs traditionnels : en faveur d'une alimentation saine, pratiques agricoles les valorisant, etc.	

5.2. L'après-prospective : quels développements concrets pour l'action ?

Dans le prolongement des ateliers, certains groupes et équipes d'animation ont pu se saisir de cette opportunité pour entrer en action. Ces suites sont partiellement accompagnées par la recherche (souvent avec des nouveaux projets s'inscrivant dans la continuité des prospectives), peuvent relever d'initiatives collectives concomitantes de la société civile, voire d'une appropriation par les collectivités territoriales. Elles n'appartiennent donc pas à la méthode anticipatrice déployée, et prennent de ce fait des formes très différentes, avec des résultats plus ou moins probants.

Dans la province du Tuy, les narratifs des scénarios produits ont été endossés par une déclinaison du programme PROSOL de la coopération allemande et pourraient être utiles dans l'exercice de programmation des actions de développement dans le cadre des schémas régionaux de développement (SRADDT), avec des actions déclinées à l'échelle de la province. Cependant, les modalités de mise en œuvre ne sont pas précisées et il est difficile de mesurer précisément le niveau d'appropriation. Les ateliers menés ont également permis de créer une dynamique de groupe intéressante, et les acteurs ont créé un réseau, le RAET (Réseau de l'agroécologie du Tuy). Celui-ci est composé dans un premier temps des responsables d'ONG, techniciens et décideurs présents aux ateliers, avec une perspective d'agrandissement progressif sous l'égide du Haut-Commissaire provincial. Le réseau vise à offrir un cadre de plaidoyer. Cette idée d'un réseau composé d'une grande diversité d'acteurs défendant l'agroécologie à l'échelle de la province peut être un socle intéressant pour réfléchir à des alternatives et compléments aux politiques déjà envisagées et mises en œuvre. Conjointement, les alertes et propositions d'action des ateliers alimentent la réflexion sur les recherches à conduire, et les chercheurs de l'INERA suivent et accompagnent le RAET.

Dans la commune de Baguinéda les suites et utilisations de la prospective sont plus difficiles à tracer. Elles devaient s'inscrire dans une réflexion globale sur les nécessaires transformations du système alimentaire de l'agglomération de Bamako et de ses périphéries. Les produits des ateliers constituent une base solide pour alimenter une telle réflexion, voire une stratégie d'action locale à l'échelle de la commune, mais la concrétisation de cette perspective n'est toujours pas à l'ordre du jour. De même, les programmes de recherche actuellement développés sur les questions alimentaires et agricoles dans la région ne s'inscrivent a priori pas dans le prolongement direct du projet FAIR Sahel, même s'ils en valorisent les résultats.

Dans le département de Fatick, les réflexions menées lors des ateliers de prospectives ont permis d'alimenter la feuille de route de la DyTAEL de Fatick. Ici les travaux de recherche finalisés dans le cadre du projet FAIR Sahel se sont poursuivis au-delà des ateliers, relayés par d'autres projets portés par l'ISRA au sein de consortiums plus larges. De très nombreux ateliers traitant plus spécifiquement d'idéo-typages, des enjeux fonciers et des politiques publiques territoriales dans le cadre de la TAE, de l'inscription possible de l'AE dans les documents officiels de planification territoriale, etc. ont été organisés sous l'impulsion de la DyTAEL. Le dynamisme et l'inclusivité de la DyTAEL offrent ici un environnement particulièrement favorable à l'utilisation des travaux d'anticipation. Les collectivités territoriales du département ont systématiquement été mobilisées autour de ces enjeux et s'approprient les défis mis en avant. Avec le relais de l'Agence Régionale de Développement (instance en charge de la rédaction des plans de développement régionaux, départementaux et communaux), les élus ont proposé d'amender leur plan pour y intégrer l'AE. Les propositions suggèrent l'expérimentation de l'AE, l'allocation de budgets spécifiques, une meilleure valorisation des produits issus de l'AE (transformation, organisation de journées/foires autour des produits biologiques/AE, fixation d'un prix rémunérateur pour les produits AE, etc.), le renforcement du fonctionnement et du suivi des conventions locales de GRN pour une meilleure gouvernance des ressources naturelles, la multiplication des sensibilisations sur l'AE, et la diffusion des expériences réussies, etc.

Dans la région des Niayes, les ateliers de prospectives ont permis d'identifier des thématiques prioritaires à explorer pour favoriser la TAE, en appréhendant le territoire dans sa globalité. Des travaux de recherche ont prolongé la dynamique. Par exemple, dans le cadre du projet Niayes 2040, un jeu de plateau a été construit et utilisé pour explorer les régulations locales des usages de l'eau qui étaient ressorties comme un point de basculement pouvant orienter la trajectoire du territoire vers des scénarios durables/souhaitables. Aussi, la performance des scénarios prospectifs a été évaluée, via la modélisation (niveau de production, de revenus et d'emplois créés).

Les forces motrices ont été mobilisées comme variables d'un modèle spatial pour explorer les futurs des Niayes : estimation du niveau de la nappe phréatique, étalement urbain, volumes de production et valeur ajoutée, déclinés selon différentes hypothèses climatiques, démographiques et d'interventions politiques issus de la prospective. L'ensemble, repris par d'autres institutions de recherche et de la société civile (dont également une DyTAEL), constitue des supports de discussion supplémentaires autour des simulations et explorations menées. Ici, le couplage entre analyses qualitatives et quantitatives accroît le champ de l'anticipation. Enfin, le projet Niayes 2040 a contribué au débat sur la TAE à travers la production de films d'animation et d'une pièce de théâtre pour la présentation des scénarios, en mobilisant les médias locaux.

Dans les départements de Tambacounda et Goudiry, la réalisation des ateliers a surtout été l'occasion d'identifier des actions pour renforcer le développement et la structuration de la DyTAEL. Le processus de construction de cette DyTAEL étant moins avancé qu'à Fatick et dans les Niayes, il est difficile de mesurer les suites de la prospective (d'autant plus qu'elle a été conduite plus récemment). Néanmoins, l'anticipation a conduit à introduire de nouveaux champs d'action, qui étaient jusqu'ici peu investis par les partisans de la TAE localement. Outre le diagnostic d'un besoin d'améliorer la gouvernance locale de la société civile en créant plus de synergies, certaines orientations stratégiques ont été ajoutées. Ainsi le besoin de mieux s'appuyer sur les nombreuses expériences AE dans le passé et de s'ouvrir à des acteurs du privé et du monde coutumier (dont l'action pour l'AE avait été négligée jusqu'ici) a été souligné. De même, il a été acté de travailler sur la consommation et l'alimentation en stimulant la demande en produits issus de l'AE, en approchant les commerçants, y compris les grossistes, et en touchant d'avantage le jeune public (auprès des écoles notamment, avec l'idée de créer des « clubs DyTAEL »).

Conclusion - bilan critique de l'utilisation de l'anticipation dans les transitions agroécologiques

Une étude reste à conduire sur la mesure des impacts sur la posture, les pratiques et les performances des acteurs et collectifs ayant participé à ces prospectives, ainsi que sur les dynamiques des territoires concernés. Il est cependant possible, sur la base de cette synthèse descriptive et critique de 5 prospectives territoriales, de dresser un premier bilan que nous structurons en 2 points.

Sur les méthodologies mises en œuvre

Le rythme et le contenu des ateliers de co-élaboration de scénarios, d'intégration de l'agroécologie et de reconnexion au présent est très dense, mais le fait de suivre des étapes dans une logique structurée, avec un produit chaque jour, est stimulant pour le groupe. L'intelligence collective se renforce tout au long du processus. Le caractère très participatif des animations est très apprécié des participants et permet une richesse et une meilleure appropriation des résultats. Il permet également d'impulser une dynamique de groupe pour favoriser le potentiel portage des suites opérationnelles identifiées.

Le choix des experts est crucial ; il convient de s'assurer de la représentativité des acteurs du territoire, de leur diversité et de la présence des acteurs clés. Nous ne l'avons pas fait, mais il pourrait être intéressant d'explorer de nouvelles méthodes pour réduire les asymétries, et pourquoi pas de mener certaines étapes plus spécifiquement avec des groupes de jeunes ou de femmes. De même, pour que l'apprentissage et la construction opèrent, les experts locaux doivent être suffisamment instruits pour pouvoir suivre et participer activement aux ateliers. Ces conditions limitent le choix et le profil des experts et introduisent indéniablement des biais de participation. Aussi, le fait même de penser les futurs peut déstabiliser certains participants, dont les normes culturelles s'opposent à remettre en cause la fatalité et à oser agir sur le futur.

Ces précautions ne sont pas les seules difficultés rencontrées dans la conduite des ateliers. Il est ainsi essentiel de prendre le temps dans l'organisation et d'anticiper, en amont et durant les ateliers, en expliquant les objectifs, le sens et le périmètre de l'exercice.

Si les obstacles sont levés, la participation et le partage entre les experts favorisent les synergies, l'échange de connaissances, une gouvernance responsable et la mobilisation des valeurs humaines et sociales, qui sont autant de principes constitutifs de l'AE pour la FAO (2018). La co-élaboration participative de scénarios est donc en phase avec la recherche d'une transition AE.

Sur les résultats et impacts, divers et contextualisés, plus ou moins aboutis

La démarche étant très participative, les résultats sont largement fonction du groupe et de sa dynamique, mais également de l'équipe d'animation et sa capacité à orienter et stimuler les échanges, s'assurer que tous les acteurs s'expriment et sont écoutés, et peut être de sa proximité avec certaines thématiques abordées.

Les facteurs de changement identifiés au départ se sont avérés assez proches dans les différents territoires, même si les forces motrices sont beaucoup plus contrastées. Au final, les structures et le contenu des narratifs sont assez proches mais avec des appropriations différentes par le groupe (combinaisons, formulations). On arrive ainsi à des résultats différents, fonctions du groupe d'experts (sa composition, les affinités sur certains sujets, etc.), de sa dynamique, de la perception du territoire par les participants, de leur souhait de creuser certains aspects, mais aussi de l'équipe d'animation et des spécificités du territoire.

L'impact de la démarche est dans les effets de son processus au-delà des résultats finaux que sont les scénarios et les leviers d'action identifiés. Les ateliers permettent en effet aux participants de se rendre compte qu'ils peuvent être acteurs et porteurs du changement de leur territoire, mais également de l'ampleur des défis qui les attendent (sociaux, institutionnels et organisationnels, économiques et politiques). La démarche de groupe permet de lancer une réflexion entre acteurs, de les rapprocher alors qu'ils ne se connaissaient pas forcément au départ et ainsi de lancer une dynamique de groupe et de créer une effervescence autour des réflexions sur les futurs du territoire. L'intelligence collective ainsi construite et déjà évoquée ouvre de nouvelles perspectives de réflexion et d'action qui, parfois, peut aller jusqu'à faire évoluer les structures et organisations locales de développement.

L'exploration du futur fonctionne aussi comme un levier pour stimuler la créativité des experts. Penser l'avenir et de possibles ruptures (dont certaines peuvent être radicales), élargit le champ des possibles, tant sur les leviers à activer que sur la façon de les activer. Par exemple, dans le cas de Fatick, les ruptures dans la gestion des ressources naturelles motivent l'utilisation des plans communaux de développement pour chercher des moyens humains et financiers pour modifier les pratiques de gestion de l'environnement. Avant la prospective, les ambitions de ces PDC couvraient un éventail moins large de propositions. De même, le temps et le futur sont au cœur du concept d'AE, et les transitions sont incertaines et systémiques. Ceci invite à déployer des approches exploratoires plutôt que prédictive et donne toute sa pertinence à la prospective pour parler d'AE.

L'approche territoriale et son caractère par essence systémique, permet aussi aux participants de se rappeler de l'importance de traiter les questions d'AE de manière globale, au-delà des aspects liés à la production. L'AE ne peut se limiter à des solutions techniques mises en œuvre de façon isolées. L'anticipation conduite ici permet d'appréhender l'AE à travers l'évolution globale du territoire, et non pas seulement de façon sectorielle. Ainsi, les différentes étapes de la réflexion auxquelles les experts locaux sont invités amènent à travailler sur les systèmes alimentaires et agricoles dans leur ensemble, et à croiser les dimensions géographiques, techniques, économiques, organisationnelles et institutionnelles pour penser des actions susceptibles d'accélérer les transitions agroécologiques dans les territoires.

Cependant, sans un cadre politique et institutionnel propice, la prospective ne parvient pas à engendrer des transformations notables. Si les experts impliqués sortent généralement des ateliers mieux armés et avec de nouvelles idées, l'appropriation par des décideurs n'ayant pas participé ne seront pas pour autant convaincus. Pour que la démarche soit impactante en termes de changement concret de politique locale et de développement, elle doit s'adosser à des dynamiques déjà à l'œuvre ou déboucher sur un portage direct par des acteurs clés embarqués. Ceci renvoie au choix des experts présents aux ateliers (ou dans le suivi des ateliers), mais aussi de l'origine de la demande et de sa cohérence avec des dynamiques porteuses sur le sujet traité. Il est indéniable que les prospectives ont accompagné et fortifié les DyTAELs au Sénégal, avec de ce fait un impact direct bien plus significatif que dans les territoires moins engagés dans la réflexion sur leur TAE.

Principales références mobilisées

Ba A., Bourgeois R., Camara A., Castets M., Delay E., Diongue D., Faye A., Faye E., Faye S., Hubert A., Jahel C., Jolivot A., Kasse M., Kounoudji C., Laske E., Sarron J. 2021. Rapport final du projet NIAYES 2040. 87 p. <https://www.afd.fr/fr/carte-des-projets/niayes-2040-explorer-et-quantifier-les-futurs-plausibles-dune-zone-rurale-au-senegal-dans-une-approche-participative>

Bourgeois R., Diao Camara A., Sourisseau J.M, Piraux M., Ka D.Y, Lesenfans C. 2021. Rapport de co-élaboration de scénarios du département de Fatick en 2035. 71 p.

Bourgeois R., Lesenfans C., Sourisseau J.M, Diao Camara A., Piraux M., Ka D.Y, Sall M.C.A, Bayo Diakhate F., Sirdey N. 2023. Territorialisation des futurs de l'agroécologie au Sénégal. 106 p.

Camara C. et al. 2018. Rapport des ateliers de co construction de scénarios prospectifs pour la zone sud des Niayes. 50 p.

Diakité A. 2021. Diagnostic territorial de la commune rurale de Baguinéda camp. Mémoire de Master en Géomatique, Gestion et Aménagement des Territoires, 55p. + Annexes

FAIR Sahel 2023. Ateliers sur la gouvernance foncière et la territorialisation de la transition agroécologique pour le département de Fatick. 19 p.

FAIR Sahel 2023. Les avenir de la province du Tuy (Burkina Faso) et la place de l'agroécologie en 2045. 77p.

FAO 2018. Les 10 éléments de l'agroécologie. Guider la transition vers des systèmes alimentaires et agricoles durables. FAO, Rome, 15 p. <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/77bea39d-ff15-45f9-9a53-f658f6c4e1e3/content>

Kombassere N-S. A. 2023. Occupation des terres et pression foncière dans la province du Tuy. Mémoire de fin d'étude, Master de Recherche, Aménagement du territoire. 126p.

Milhorance C., Piraux M., Ka D.Y. Assembène Mane C., Sourisseau JM., Anta Sall MC., Belmin R., Camara A. 2024. Territorialisation de l'action publique en faveur de l'agroécologie au Sénégal : les cas de Fatick et Tivaouane. Dakar : ISRA, 78 p.

Soumare M., Coulibaly B., Traore S., Dembele S., Diarra Y. 2023. Les futurs du territoire de Baguinéda à l'horizon 2045 et rôles de l'agroécologie dans les différents scénarios. 52 p.

Sourisseau J.M, Piraux M., Diop A.T. 2024. Rapport de co-élaboration de scénarios des départements de Tambacounda et Goudiry en 2050 (Sénégal). 51 p.



contact-fair-sahel@cirad.fr

fair-sahel.org

